

# Imprecoor

correspondance de presse internationale

bimensuel n° 14 nouvelle série 13 octobre 1977

4ff, 30fb, 2.5fs

Union populaire  
autour du programme commun

France

## CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE





## sommaire

### FRANCE

Crise de l'Union de la gauche  
Daniel Bensafid

page 3

### PORTUGAL

Le gouvernement de Mario Soares  
en sursis  
Antonio Gomes, & Francisco Louça

page 11

### USA

Les offensives de  
l'impérialisme américain  
Jack Barnes

page 16

### JAPON

Après les élections sénatoriales  
Kazuo Kihara

page 23

### SAHARA OCCIDENTAL

Le peuple sahraoui  
et la révolution au Maghreb  
Pierre Reis & Hughes Véga

page 28

## La LCR espagnole est légalisée

La LCR (Liga comunista revolucionaria), organisation sympathisante de la IVe Internationale et son organisation de jeunesse la JCR, ont finalement été légalisées fin septembre 1977. C'est une grande victoire pour la classe ouvrière espagnole que son organisation la plus profilée du point de vue révolutionnaire ait arraché sa légalisation, après de puissantes mobilisations populaires et l'appui et la pression unanimes de tout le mouvement ouvrier organisé de l'Etat espagnol. C'est une grande victoire pour la IVe Internationale que de voir apparaître pour la première fois depuis exactement 40 ans, une organisation trotskyste légale en Espagne.

Les camarades espagnols vont célébrer leur légalisation avec une série de meetings à l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution socialiste d'octobre. Ils ont mis au point leur système de presse légale. A partir du numéro du 15 octobre (le n° 82) "Combate" paraît comme grand hebdomadaire. A partir de la même date, la LCR prend en charge la publication de l'équivalent espagnol d'"Inprecor". A partir du mois de novembre, elle publiera une revue théorique "Comunismo" et une revue syndicale.

### Inprecor Boîte postale 57 93 101 Montreuil

Directeur de publication : Jean-François Godchau. Imprimé par Rotographie (Montreuil).

N° de commission paritaire : 59 117.

ABONNEMENTS : 1 an (25 numéros) - 80 FF; 45 FS; 650 FB; 17 \$Can.

Par avion : USA et Canada - 24 \$ par an. Pour les autres pays écrire à la rédaction.

VERSEMENT : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Inprecor.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

# Crise de l'Union de la gauche

Les documents présentés dans ce dossier sur la France s'efforcent d'analyser la situation créée par l'éclatement de la crise récente au sein de l'Union de la gauche. Dans l'article central, Daniel Bensatd, membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), analyse la situation générale sur le plan économique, politique et social, dans laquelle ont éclaté ces événements; les raisons réelles des dissensions entre le PC et le PS; les perspectives probables d'ici mars 1978, date prévue pour les élections; et les axes d'intervention définis par la LCR. Cet article est suivi d'extraits des déclarations faites par différentes organisations d'extrême-gauche face à cette situation nouvelle.

La nouvelle situation est marquée avant tout par un an d'application de la politique d'austérité définie en septembre 1976 par le gouvernement Barre.

D'un côté, ce plan d'austérité est un échec. Malgré les prétentions initiales de ramener l'inflation à 6% par an, il est probable que cette année encore, l'augmentation des prix dépassera les 10%. Malgré les campagnes tapageuses et les mesures publicitaires sur l'emploi des jeunes, le nombre de chômeurs aura encore augmenté de plusieurs dizaines de milliers cette année d'après les chiffres officiels, pour atteindre un total réel supérieur à un million et demi. Enfin, le déficit du commerce extérieur n'a pu être significativement réduit. Il n'y a donc qu'un point du plan qui ait été scrupuleusement appliqué : c'est le blocage des salaires. Le pouvoir d'achat des travailleurs a globalement reculé de 2,5 à 3%. Mais derrière ce chiffre général, si l'on tient compte des disparités par branches, par régions, par catégories, on constate que des couches entières de la classe ouvrière sont touchées par la pauvreté, voire la misère. Parallèlement, les capitalistes ont vu se rétablir leurs marges de profits, sans pour autant que cela débouche sur une relance des investissements industriels. Leurs inquiétudes politiques y sont vraisemblablement pour quelque chose. Mais plus fondamentalement, il y a la crise structurelle de l'accumulation du capital. Et déjà, la perspective d'une nouvelle récession internationale est envisagée !

On peut se demander dans quelle mesure cette application du plan d'austérité a entamé la combativité de la classe ouvrière. Car l'année écoulée n'a guère vu de victoires importantes, ni sur le front des salaires, ni sur celui de l'emploi. Il y a des régions entières (comme la Lorraine) et des dizaines d'entreprises occupées auxquelles les directions syndicales ont offert pour seule perspective de tenir... jusqu'au "changement démocratique" de 1978 (les élections sont prévues en mars 1978). En fait, depuis les élections municipales de mars 1977, où la

victoire des listes de l'Union de la gauche annonçait leur victoire quasi certaine pour les législatives, les directions réformistes ont tout suspendu aux échéances électorales. Loin d'utiliser le rapport de forces favorable ainsi créé pour une offensive contre l'austérité, qui aurait pu en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, elles ont lâché la vapeur de la combativité ouvrière dans des journées d'action dispersées, par régions ou par catégories, avec pour point culminant une grève générale tardive (le 24 mai) et sans lendemain, conçue comme davantage une démonstration pré-électorale que comme une mobilisation effective sur une plate-forme unitaire de lutte, avec des objectifs concrets.

Si la classe ouvrière n'a pas donné dans l'ensemble de signes de démoralisation, c'est donc qu'elle était tenue en haleine par la perspective d'un changement politique qu'on lui présentait comme presque assuré.

Après les élections municipales, le Parti communiste a demandé une actualisation du Programme commun qui avait été conclu en 1972 par le PS, le PC et les Radicaux de gauche. D'abord réticent, le Parti socialiste a ensuite accepté avec l'intention d'en faire une rapide mise à jour, rondement menée et conclue si possible avant les vacances.

La polémique a rebondi au début du mois d'août, après que Mitterrand ait annoncé, en cas de victoire de la Gauche, la possibilité d'un referendum sur la "force de frappe". Le Parti communiste a aussitôt dénoncé cette proposition comme un reniement des travaux effectués par la commission tripartite d'actualisation. En effet, le Parti communiste a récemment tourné sur la question militaire en reprenant à son compte la politique gaulliste sur la force de frappe nucléaire. Dans l'actualisation du Programme commun, il a obtenu de ses partenaires que le passage annonçant le maintien "en l'état" de l'armement nucléaire soit transformé en "maintien en état" ! (Ce

qui implique non seulement le maintien, mais le développement de l'armement nucléaire). Il a donc profité de la proposition de referendum sur cette question faite par le Parti socialiste pour l'accuser de "brader l'indépendance nationale" en renonçant au système de défense.

Dans un deuxième temps, début septembre, au moment où se préparait le sommet de la Gauche pour la signature du Programme commun actualisé, le dossier de la polémique s'est alourdi. Outre le problème de l'armement et celui des nationalisations, le différend portait aussi sur la question du salaire minimum et sur la hiérarchie des salaires.

Sur le premier point, le PCF faisait sien la position des deux centrales syndicales fixant à 2200 francs la revendication du SMIC pour avril 1977, ce qui impliquerait un SMIC à environ 2400 francs au printemps 1978. Le Parti socialiste s'en tenait, quant à lui, à 2200 francs au moment des élections législatives de 1978. Certains de ses dirigeants se montraient encore plus modérés, puisque Michel Rocard aurait trouvé plus raisonnable de promettre le SMIC à ... 2000 f.

Enfin, sur la hiérarchie des salaires, le PCF mettait en avant la réduction de 1 à 5 de l'éventail des rémunérations. Toutefois, cette proposition, qui constitue un spectaculaire tournant du PCF sur le problème de la hiérarchie, restait largement imprécise et assez éloignée ("à la fin de la législature") pour rester négociable.

En somme, le PCF avait lancé une offensive sur des problèmes (à part la bombe) touchant de près les travailleurs, populaires et en même temps propices à trouver des compromis. Ainsi, au moment de la rupture, la discussion sur le SMIC allait aboutir à un accord sur 2200 f. minimum au moment de la formation éventuelle d'un gouvernement d'Union de la Gauche, et sur une grande négociation salariale entre gouvernement et syndicats dès les semaines suivantes. En revanche, aucun des partis signataires du Programme commun n'avait (et n'a encore) pris la responsabilité de porter le débat sur des sujets plus épineux et explosifs, comme celui de l'emploi ou celui des institutions (rôle du Président, maintien de la Constitution de 58, etc.). Ainsi le PCF pouvait-il, au moindre coût, restaurer dans la classe ouvrière son image de parti-des-travailleurs et même prendre à contre-pied la direction de la CFDT, obligée pour la première fois de prendre ses distances publiquement envers un Parti socialiste accusé par E. Maire (secrétaire confédéral de la CFDT, membre du PS), d'être plutôt présidentialiste qu'autogestionnaire !

Dans un troisième temps, enfin, au cours du sommet de la gauche, la polémique s'est cristallisée presque exclusivement sur les nationalisations, alors que les autres litiges semblaient résolus. Ce fut une rupture en deux épisodes. D'abord, la sortie des Radicaux de gauche. Leur président, Robert Fabre, lui donna un caractère spectaculaire sous un prétexte hautement symbolique. Il s'agissait de la petite phrase du Programme commun envisageant que les travailleurs puissent réclamer au Par-

lement la nationalisation de leur entreprise. A plusieurs reprises, les dirigeants socialistes avaient souligné le caractère "inoffensif" de la phrase en faisant remarquer que le Parlement trancherait, que de nouvelles nationalisations appelleraient de nouvelles indemnités, donc de nouveaux impôts et que les députés se refuseraient à une telle dynamique. Pourtant, les radicaux ont fait de la petite phrase leur cheval de bataille. Elle leur permet de jouer à bon compte dans l'Union de la gauche leur rôle de défenseurs de la propriété privée, de garants des intérêts de la bourgeoisie.

C'est ce rôle qu'ils ont voulu illustrer par cette rupture-chantage, d'une façon qui est éclairante aussi bien pour la bourgeoisie que pour les travailleurs. A leur retour, un compromis était trouvé : la petite phrase serait précédée de la clause "conformément à la Constitution". Aucun des signataires du Programme commun n'avait mis en question la Constitution. Mais quand il s'agit des intérêts de la bourgeoisie, deux précautions valent mieux qu'une. Lors du second sommet, le 2 septembre, s'est produite, entre communistes et socialistes cette fois, la rupture qui dure encore. La cause officielle en fût la question des filiales des groupes capitalistes nationalisés. Le Programme commun prévoit la nationalisation de neuf groupes industriels. Pour le PCF, cette nationalisation englobe le holding financier et les filiales, la poignée et la valise. Pour le PS, il s'agit de nationaliser le holding et les filiales à 98% et de transformer les actions détenues par le holding en prise de participation de l'Etat. Chacun se réclame du Programme commun signé en 1972 et de son orthodoxie.

Il est amusant de noter que chacun ne manque pas d'arguments. Le PC remarque à juste titre que le PS a parlé dans plusieurs projets de lois de nationalisations de groupes incluant les filiales, qu'un de ses dirigeants a parlé de "coquilles vides" à propos de nationalisations qui épargneraient les filiales ; enfin, que, sous prétexte de la complexité juridique, l'hypothèse de nationaliser les seuls holdings est apparue tardivement (après les municipales) et prudemment dans la presse socialiste.

Le Parti socialiste, pour sa part, souligne que le calcul du coût de l'indemnisation publié en mai dernier par le PCF ne porte pas sur l'ensemble des filiales. En outre, chacun des deux partis, tout en présentant sa position comme une position de principe a su trouver des accommodements. Le PCF a ramené de 1450 à 1008, puis à 729 le nombre d'entreprises dont il exige la nationalisation. Le PS est passé d'une soixantaine à 250 suivant des critères assez fantaisistes. Au bout du compte, le différend porte sur environ 400 entreprises qui représentent 0,07% des entreprises françaises occupant moins de 150 000 travailleurs ; alors que le PCF a renoncé du jour au lendemain à la nationalisation de Peugeot-Citroën (180 000 travailleurs) et que les 19 premiers trusts qui ne sont pas sur la liste des nationalisables (dont Michelin, Hachette, les cimenteries, etc.) représentent à eux seuls près de 700 000 travailleurs ! Ces chiffres suffisent à démontrer que la divergence entre le PC et le PS ne porte pas sur deux versions qualitativement différentes du Programme commun, l'une anticapitaliste et l'autre réformatrice. La question des nationalisations est à la fois un prétexte et un révélateur qui cache d'autres enjeux. Pour les saisir, il faut revenir aux raisons profondes de cette polémique.

## Les raisons de la crise

Certains ont dit que le Parti socialiste voulait se débarrasser du PCF pour aller seul au gouvernement. Que tel soit à terme le projet d'une partie au moins de la direction socialiste ne fait guère de doute. Mais pas tout de suite. C'est à travers l'alliance avec le PCF que Mitterrand a réhabilité une social-démocratie par trop compromise. C'est en élargissant ses gammes idéologiques, des professions de foi autogestionnaires aux engagements de gestion loyale de l'austérité, qu'il en a fait électoralement le "premier parti de France". A rompre dans ces conditions, il risquerait de perdre, y compris auprès d'un électorat très composite et peu stabilisé.

Mais surtout, dans l'hypothèse d'une victoire électorale l'appelant à gérer l'austérité, le PS a besoin d'impliquer le PCF dans les responsabilités gouvernementales. Mitterrand sait bien que la situation serait pire pour lui dans le cas d'un gouvernement socialiste homogène, au moins dans un premier temps. Il l'avait déjà compris en 1968 lorsqu'il combattait l'anticommunisme borné de certains socialistes en leur expliquant que la présence au gouvernement des communistes (à condition que ce fût à des postes modestes) serait une garantie supplémentaire pour la bourgeoisie, et que Séguéy était, pour l'heure, le meilleur garant de l'ordre !

Si Mitterrand s'apprête donc à prendre la responsabilité d'une politique d'austérité, comme Soares, Schmidt ou Callaghan, il sait que ses chances de réussite dépendent aux yeux de la bourgeoisie de sa capacité à en faire endosser la corresponsabilité par le PCF, sans lui faire de concessions. Trop de flexibilité face au PCF compromettrait ses espérances électorales.

C'est pourquoi la marge de négociation est étroite et le jeu si serré. Quant au PCF, on a vu reflourir toutes les hypothèses, sans omettre la célèbre main de Moscou. Tout le monde sait ici, notamment depuis la visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard en pleine campagne présidentielle de 1974, que la bureaucratie soviétique ne voit pas d'un mauvais œil le régime Giscard. L'accueil chaleureux qu'elle vient de réserver à Raymond Barre qui a visité Moscou au début d'octobre 1977 l'a encore confirmé.

Mais un mois de polémique entre les partis socialiste et communiste n'efface pas une évolution de plusieurs années, une prise de distance de plus en plus explicite du PCF envers l'URSS. Et cette prise de distance n'est ni une péripétie, ni la toquade d'une équipe directionnelle. Elle correspond à la crise de décomposition du bloc stalinien et elle n'est pas réversible au niveau international. Sans aller jusqu'à reprendre la thèse guère vraisemblable (c'est la position de l'OCI par exemple) d'un téléguidage du Kremlin, certains camarades ont tendance à donner une explication stalinophobe qui n'en est pas une : les staliens étaient et restent des diviseurs et en brisant l'Union de la gauche, ils cherchent à préserver le statu quo.

Faudrait-il en conclure que l'Union de la gauche et sa victoire électorale menaceraient le statu quo ? Ou bien qu'il y a au

moins deux façons de préserver le statu quo : un gouvernement de l'UG et la division de l'UG ? Et que l'appareil du PCF pourrait être divisé sur le fait de savoir quelle est la manière la plus efficace ? La contradiction fondamentale passe pour le PCF entre les liens étroits qu'il conserve avec la classe ouvrière et l'intégration plus profonde dans l'appareil d'Etat que signifierait sa participation gouvernementale. En cas de victoire de l'UG dans un contexte de crise du capitalisme qui impliquerait une politique d'austérité, cette contradiction peut devenir particulièrement aiguë. L'appareil du PCF sait fort bien qu'il aura alors la responsabilité de la basse besogne d'encadrement de la classe ouvrière et qu'il risque pour la première fois depuis le Front populaire de voir son contrôle bureaucratique contesté par des secteurs entiers de la classe ouvrière. De plus, chaque fois qu'il a lâché un peu plus de lest, qu'il a gommé davantage son identité et sa doctrine (par exemple, la dictature du prolétariat) pour mieux ressembler à un "parti de gouvernement" respectable, la dynamique électorale unitaire a bénéficié principalement à la social-démocratie.

Les municipales ont bien illustré ce double danger ; pour le PCF : d'un côté la social-démocratie devient le premier parti, de l'autre apparaît un courant de défiance polarisé autour de l'extrême-gauche. Une fraction de l'appareil qui semble se regrouper autour de Leroy a donc un réflexe de défense. Il faut d'abord à ses yeux, réaffirmer l'originalité du parti, comme le parti de la classe ouvrière. Et peut-être vaut-il mieux rester dans l'opposition que de se risquer au gouvernement dans d'aussi mauvaises conditions. Pour vaincre ces réticences à l'intérieur de son propre appareil, Marchais devrait se prévaloir de solides garanties : il faut que l'enjeu vaille le risque, il ne faut pas que les ministres communistes puissent être congédiés comme en 1947 ; il faut que le parti conquière des positions durables dans l'appareil d'Etat. D'où la valeur de test de la polémique sur les nationalisations. Ce qui est en jeu derrière le nombre des filiales nationalisables, c'est le problème de la gestion. La CGT est majoritaire dans la plupart des entreprises concernées. Le PCF demande que le PDG de l'entreprise soit élu par les salariés en leur sein. Le PCF contrôlerait ainsi la direction de nombre d'entreprises clés. D'autre part, il ne faut pas oublier que le PCF a avancé assez grossièrement à l'occasion de l'actualisation du Programme commun la délicate question du partage des portefeuilles ministériels.

La bureaucratie du PCF se trouve donc à un tournant de son histoire. Ce tournant ne peut s'opérer sans une violente bataille d'appareil dont le 21<sup>e</sup> congrès avait donné des signes avant-coureurs.

Cela dit, ni le PC ni le PS n'ont, dans l'immédiat, de politique de rechange. Le premier a recruté et éduqué la majorité de ses militants, renouvelé ses cadres dans la perspective de l'UG. Le second s'est reconstruit à travers cette alliance après avoir touché le fond en 1969, lors de la candidature Defferre aux élections présidentielles. Mais le PCF a encore moins de solution de rechange à court terme. Le repli sur son appareil constituerait une politique à courte vue n'offrant aucune perspective à ses militants.

## Les conséquences immédiates

Au-delà des réactions polémiques de la bourgeoisie qui dénonce l'irresponsabilité de l'UG et donne à imaginer le chaos au cas où la division se produirait après une victoire électorale et non maintenant, ses partis ne plastronnent pas outre mesure. Pour la première fois les giscardiens, qui ont toujours misé sur l'éclatement de l'UG et la recombinaison d'une "véritable-démocratie" dont les membres seraient pour l'heure dispersés dans la majorité et l'opposition, arrivent dans les sondages avant le RPR. Celui-ci de son côté, par la bouche de Chirac, explique qu'il ne faut pas céder à la diversion, que PC et PS finiront par se réconcilier, et que le PS reste l'ennemi principal. En fait si la bourgeoisie n'est pas plus optimiste, c'est que les premiers sondages après la rupture ne traduisent pas de recul électoral de l'UG et qu'en dernière analyse ce sont les chiffres de l'inflation et du chômage qui pèseront le plus lourd dans ces élections. Même divisés, même en se présentant chacun sur sa propre version du Programme commun, avec des accords de désistement au second tour, il n'est pas invraisemblable que le PC et le PS se retrouvent majoritaires. Dans cette hypothèse, mieux vaudrait, du point de vue de la bourgeoisie, pour éviter tout débordement, qu'ils aient un programme de gouvernement. C'est pourquoi et malgré tout, nous pensons qu'un compromis demeure probable.

Dans la classe ouvrière, l'effet de la polémique est contradictoire. D'une part, elle suscite un scepticisme inquiet chez la plupart des travailleurs. Avec, à la clé, un réflexe unitaire élémentaire et électoraliste : cette histoire de filiales ne vaut pas une rupture, c'est secondaire, gagnons les élections et nous verrons après... D'autre part, dans un secteur plus conscient de la classe ouvrière, elle renforce l'image du PCF comme parti le plus dur et le plus vigilant. Enfin, elle favorise une politisation critique envers les deux directions réformistes. Ceux qui pensaient que le Programme commun avait répondu à tout constatent qu'il n'y a pas un mais des programmes communs, que "ça se discute..."

Donc, rien n'est joué. Le problème, c'est ce qui peut se passer après les élections en cas de victoire ou en cas d'échec de l'Union de la gauche.

En cas d'échec, ce sera un relatif succès pour la bourgeoisie qui aura réussi à appliquer le plan Barre et à garder la majorité. Les coups reçus par la classe ouvrière tout au long de cette année peuvent alors provoquer une réelle démoralisation dans certains secteurs. Mais le plus probable, c'est qu'il y aura des explosions sociales importantes, dont la portée et l'efficacité peuvent être limitées par les différenciations mêmes dans la classe ouvrière. Ce sera là le problème principal.

En cas de victoire de la Gauche, la polémique actuelle trouvera ses prolongements contradictoires. D'un côté, elle a mis en discussion énormément de problèmes, elle a engagé une politisation. De l'autre, elle a fait sentir la fragilité de l'accord et renforcé le contrôle du PCF sur sa propre base. Elle peut donc contribuer à différer les ruptures et fractures qui ne manqueront pas de se produire, mais elle contribue aussi à en mûrir le contenu politique.

# rouge

ABONNEZ-VOUS !    Tarif des Abonnements :

	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensaid, sans aucune autre mention.  
Eviter les mandats internationaux.  
Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.  
S. P. N. Service Abonnement.  
2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

quotidien communiste  
révolutionnaire

## Les positions et initiatives de la LCR

La division entre le PC et le PS met à la fois en relief les espoirs et les illusions placés dans leurs grands partis par la grande majorité des travailleurs, et l'importance de ne pas subordonner leurs intérêts (la nécessité de la lutte contre l'austérité) à des échéances électorales aléatoires. C'est pourquoi, face à la division, nous mettons l'accent sur l'unité nécessaire des travailleurs.

En effet, l'aspiration unitaire répond à la fois à un réflexe opportuniste et électoraliste (à son dévoiement dans la collaboration de classe par l'UG) et à un besoin profond de front unique de classe. C'est sur ce deuxième élément que nous prenons appui pour donner à la volonté unitaire un contenu de classe. Cet axe restera d'actualité même en cas de compromis final entre PC et PS. Mais, ce compromis restant le plus probable, il importe de bien ancrer la bataille de l'unité sur les tâches durables, de ne pas se faire les chantres de l'unité pour l'unité (ce qui reviendrait en pratique à jouer les marieuses entre PC et PS), mais de mettre l'accent sur les exigences qui donnent à cette unité son contenu de classe. Nous intervenons donc sur l'axe suivant : pour en finir avec l'austérité et le gouvernement Giscard-Barre, il faut l'unité des travailleurs et de leurs organisations, il faut que les travailleurs tranchent souverainement, il faut la rupture avec la bourgeoisie (radicaux, Constitution, Giscard).

Face au contenu lui-même de la polémique PC-PS, nous insistons d'abord sur le fait qu'il n'y a pas deux versions du Programme commun, dont l'une serait de collaboration et l'autre anticapitaliste, séparées par 500 nationalisations de plus ou de moins. Le Programme commun en tant que tel est un programme de collaboration de classe. Il importe de maintenir fermement cette caractérisation, contre toute tentation dans l'extrême-gauche de soutien critique au PC. Cela dit, nous ne sommes pas indifférents au chiffrage du SMIC, à la hiérarchie, au nombre de nationalisations, aux possibilités de contrôle. C'est ce que nous avons exprimé dans un supplément à "Rouge" et dans la lettre ouverte aux militants du PC et du PS sur les nationalisations :

- le SMIC à 2 400 francs ? Bien sûr, mais il faudra l'échelle mobile, le contrôle de l'indice, etc.
- la hiérarchie de 1 à 5 ? Oui, s'il s'agit d'une offensive contre la fortune et le capital (ouverture des livres de comptes, nationalisations, banque unique, monopole du commerce extérieur, etc.)
- le nombre de nationalisations est important ? Oui, mais alors nationalisez sans indemnités les 19 groupes qui représentent à eux seuls 4 fois plus de travailleurs que les 500 filiales en litige, etc.

Il faut ajouter les questions non abordées dans la polémique PS-PC, principalement la question de l'emploi avec nos revendications traditionnelles. Enfin, nous prenons au mot les propositions avancées dans la discussion notamment par le PC :

- le PC reprend une proposition de la CFDT pour la création de délégués d'ateliers et de services dans les entreprises nationalisées. Voilà une structure unitaire, enracinée à la base, fort bien. Mais pourquoi les limiter aux entreprises nationalisées ? Et surtout, pourquoi, puisque l'idée est bonne, attendre pour la mettre en pratique une victoire électorale ?
- la CGT annonce que les comités d'entreprise devront avoir des attributions élargies, non seulement un droit de regard sur la comptabilité, mais un droit d'information sur l'ensemble des salaires, sur les projets d'embauche, de licenciements et de départ à la retraite sur cinq ans. Fort bien, mais pour qu'il s'agisse d'un véritable contrôle ouvrier, pour que les travailleurs puissent se prononcer, il faut que soit levée la clause du secret, et surtout il faut que les informations fournies au comité d'entreprise puissent être vérifiées et contredites par l'ensemble des travailleurs dans les ateliers et les services. Il faut que les délégués des travailleurs au Comité d'entreprise aient un réel droit de veto.

Alors que la division s'instaure par-dessus leur tête sur des questions qui les concernent au premier chef, qui conditionnent leur vie quotidienne et leur capacité de résistance à l'austérité, c'est aux travailleurs de dire leur mot et de trancher. Il faut qu'un grand débat s'instaure. L'unité sera d'autant plus solide que le sort des travailleurs ne sera pas suspendu aux marchandages d'appareil et qu'ils auront défini eux-mêmes leurs exigences, chiffré leurs besoins. Marchais et Mitterrand en appellent chacun aux travailleurs, mais c'est pour leur demander leur confiance, les inviter à rejoindre leur parti respectif, sans leur donner les moyens de se prononcer et de trancher.

C'est en assemblée générale, sur les lieux de travail, que les travailleurs doivent se réunir pour établir une plateforme avec des exigences précises et chiffrées, qui ne soient ni de simples amendements au Programme commun, ni des objectifs négociables que l'on puisse réviser en baisse, mais des revendications vitales que les travailleurs seront prêts à défendre et à imposer face à n'importe quel gouvernement.

Les directions syndicales confédérales CGT et CFDT se sont réunies sans rien décider, en se contentant de faire bonne figure et de maintenir une image unitaire qui leur permette quoi qu'il advienne, de faire face dans les meilleures conditions. Mais en même temps, la pression est forte pour que les syndiqués à la base servent de force d'appoint aux deux partis dans leur polémique.

Enfin, le plan Barre qui a déjà coûté lourd en chômage et en recul du pouvoir d'achat, continue à s'appliquer sans qu'un bilan soit tiré de la tactique syndicale des journées d'action dispersées qui a permis qu'il s'applique.

Il faut que les travailleurs réunis en assemblées intersyndicales tirent ce bilan et avancent des perspectives de lutte contre l'austérité, qu'ils rappellent en commun face à la polémique PC-PS leurs propres revendications, qu'ils définissent leur plateforme et les moyens de l'imposer sans renvoyer leurs exigences à une hypothétique négociation générale avec un gouvernement de gauche, qu'ils forment sur cette base l'unité syndicale à la base et posent le problème de l'unification syndicale avec droit de tendance. Le PC a souvent tiré un bilan critique du Front populaire en expliquant qu'il avait eu tort de ne pas lancer des comités de base. En 1973, le CERES avançait l'idée de tels comités, sans trop insister il est vrai. Aujourd'hui que la polémique bat son plein, que la question est ouverte de savoir pour quel programme sont les travailleurs et sur quelles bases ils veulent voir gouverner leurs partis, plus personne ne parle de tels comités unitaires ouverts à tous pour discuter et agir pour imposer un gouvernement qui satisfasse leurs revendications.

Déjà, lors des élections municipales, les travailleurs ont donné la majorité aux partis dans lesquels ils se reconnaissent, au PC et au PS. Ils ont indiqué par là leur volonté de voir ces partis former un gouvernement. Mais pas un gouvernement pour pactiser avec Giscard et subir le chantage d'un Fabre ! Pas un gouvernement pour poursuivre une politique d'austérité et respecter la Constitution réactionnaire de 58. Avec eux, nous luttons pour un gouvernement du PC et du PS qui rompe avec la bourgeoisie et satisfasse les revendications.

En ce qui concerne les initiatives, nous avons lancé une campagne d'explications publiques avec la diffusion massive à 200 000 exemplaires d'un appel du Bureau politique, la diffusion d'une lettre ouverte aux militants du PC et du PS sur les nationalisations, l'organisation de meetings et cercles publics dans les villes et les secteurs où nous intervenons.

Il nous a paru également important que cet événement politique soit l'occasion d'une confrontation et si possible d'une réponse publique commune entre les organisations révolutionnaires. Nous y voyons un test quant à la possibilité d'une campagne législative unitaire reposant sur un accord solide. "Inpecor" reproduit dans ce même numéro un résumé des positions des différentes organisations. Jusqu'à présent nous sommes parvenus à un accord sur un appel commun avec l'OCT et les CCA, qui devrait déboucher sur des réunions publiques (c'est déjà le cas dans certaines villes) permettant de débattre largement de ce qui nous est commun aussi bien que des divergences. Nous aurions souhaité que d'autres organisations, et notamment "Lutte ouvrière" se joignent à cet appel. Mais pour l'instant, cette organisation a même refusé de participer aux réunions unitaires et semble avoir engagé seule sa campagne pré-électorale.

6 octobre 1977

La crise de l'Union de la gauche a servi de révélateur politique de l'évolution des organisations d'extrême-gauche, amenées à préciser leur analyse de l'Union de la gauche, de la nature des partis qui la composent; le débat sur la réactualisation du Programme commun a été aussi l'occasion de définir les axes d'un programme d'action pour la période à venir. Nous publions ci-après des extraits significatifs des prises de position de Lutte ouvrière (LO), de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et des Comités communistes pour l'autogestion (CCA).

# La position des organisations d'extrême- gauche

Lutte ouvrière développe son intervention presque exclusivement en direction des entreprises. Ses militants interviennent dans la CGT et parfois dans Force ouvrière (le syndicat le plus à droite des trois principales confédérations syndicales). Ils ont également des forces dans la CFDT. Lutte ouvrière publie un hebdomadaire du même nom et une revue mensuelle "Lutte de classe", qui porte le sous-titre: "Pour la reconstruction de la IVe Internationale". LO est l'héritière d'un courant qui n'a jamais intégré la IVe Internationale. Depuis quelques mois, LO a engagé des discussions avec le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale et la LCR.

L'Organisation communiste internationaliste (OCI) milite essentiellement dans la CGT et dans FO. Elle caractérise la CFDT comme n'ayant point rompu avec son passé de syndicat lié à la hiérarchie catholique. Elle développe aussi une intervention parmi les enseignants (notamment ceux du primaire). Au sein de la Fédération de l'Education nationale (FEN), les militants de l'OCI animent la tendance "Front unique ouvrier". Son organisation de jeunesse, l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS) est essentiellement active dans un syndicat étudiant très minoritaire, l'UNEF-unité. L'OCI publie un hebdomadaire "Informations ouvrières" et une revue mensuelle "La Vérité". L'OCI est membre du Comité d'organisation pour

la reconstruction de la IVe Internationale (CORQI) dont Pierre Lambert est un des principaux dirigeants. Ce courant a refusé de participer à la réunification de 1963. Des discussions se sont engagées dernièrement entre le CORQI et le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale afin d'organiser un débat public dont les premiers échanges sur le stalinisme seront bientôt publiés.

L'Organisation communiste des travailleurs (OCT) est issue d'une scission de la Ligue communiste en 1971. Le groupe prit alors le nom de "Révolution" et évolua vers des positions maoïstes. En 1976, "Révolution" fusionna avec la Gauche ouvrière et populaire, courant maoïste issu du PSU. L'OCT intervient aujourd'hui dans la CGT et surtout dans la CFDT. Une partie substantielle de ses forces est active en milieu étudiant. Sur le plan international, l'OCT entretient des contacts avec Avanguardia Operaia en Italie et le MES au Portugal. L'OCT publie un hebdomadaire "L'Etincelle" et une revue "Premier mai". Avec LO et la LCR, l'OCT participa à la formation des listes unitaires "Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs", lors des élections municipales de 1976.

Les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) sont issus d'une scission récente d'un courant du PSU animé par les anciens militants de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR). Ces derniers se rattachent à la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI) dont Michel Pablo est l'un des dirigeants les plus connus. Les CCA représentent une force politique restreinte qui est en plein débat de préparation de son prochain congrès de constitution. Quelques dizaines de militants de la LCR et l'OCT ont rejoint cette organisation. Elle ne dispose, pour l'instant, d'aucun organe de presse régulier.

## Lutte ouvrière

C'est avec le mot "unité" à la bouche que Marchais et Mitterrand s'en sont pris, une fois de plus, l'un à l'autre. Marchais en accusant le Parti socialiste de remettre en cause l'essentiel du Programme commun. Mitterrand en envisageant ouvertement de gouverner, comme l'a fait le Parti socialiste en 1936, c'est-à-dire en s'appuyant sur le PCF, mais sans le prendre au gouvernement. (...) Le PC sait de longue date que sa seule chance de parvenir au gouvernement et d'y rester, c'est d'avoir le maximum de députés, suffisamment en tout cas pour que Mitterrand ne puisse pas se passer de lui pour avoir une majorité au Parlement. Mais ni le Parti communiste, ni le Parti socialiste n'ont intérêt à la rupture. Renouvellement du Programme commun ou pas, le PC comme le PS ont besoin au moins d'un accord de désistement mutuel au deuxième tour.

L'un comme l'autre sauront d'ici les élections reconstituer l'Union de la gauche au moins sous forme d'un accord électoral équivalent à ce qui existait jusqu'à présent. Le fait que les uns ou les autres haussent le ton ne change pas grand



cette politique de division dont l'objectif est le soutien au gouvernement Barre, à la Ve République à l'agonie. En clair, les dirigeants du PCF multiplient les initiatives pour essayer de démoraliser militants et travailleurs, concrètement, c'est le soutien direct à Giscard-Barre (...).

Lutter pour la constitution d'un gouvernement du PCF et du PS sans gaullistes ni radicaux de gauche, pour que Giscard d'Estaing soit démissionné, comme le propose l'appel du Comité central de l'OCT (pour la reconstruction de la IVe Internationale), c'est concrètement opposer à l'Union de la gauche le front unique ouvrier. Il n'y a pas, il n'y aura jamais de "bon programme commun" pour la classe ouvrière.

Voilà pourquoi l'OCT combat sans conditions pour l'unité du PCF et du PS, pour la victoire des candidats du PCF et du PS aux élections, pour que Giscard soit démissionné. C'est aujourd'hui concrètement ouvrir la voie qui permettra aux masses de réaliser leurs aspirations, de balayer la Ve République et la Constitution, d'ouvrir la voie au gouvernement ouvrier et paysan : c'est la politique de la IVe Internationale.

(Extraits d'une tribune libre de l'OCT parue dans "Rouge" du 28 septembre 1977)

## Organisation communiste des travailleurs

La surprise a été grande. Voici que ce que nous prenions pour une simple péripétie dans les relations des partis de la gauche est devenu une véritable crise. Une crise que personne ne prévoyait, à commencer par l'OCT (cf. "Etincelle" n° 30) : sous-estimant l'ampleur de l'épreuve de forces engagée entre le PS et le PC, nous en déduisions qu'ils ne mettraient pas en péril leur alliance avant les élections. Mais aujourd'hui, à gauche, rien ne va plus. Ceux qui, à toutes les manifestations couvraient les mots d'ordre de lutte de leur puissante sono : "Union-Action-Programme commun", ceux-là étalent aujourd'hui leur division. PC et PS rivalisent d'ardeur pour convaincre les travailleurs de s'engager à leurs côtés contre le partenaire de la veille. (...)

Alors les travailleurs doivent intervenir bien sûr, dans ce débat, mais pour leur propre compte. Ni le Programme commun de 72, ni la version du PC, ni la version du PS ne peuvent répondre aux exigences des travailleurs aujourd'hui telles qu'elles s'expriment dans les luttes. Il faut l'unité. Mais qu'est-ce aujourd'hui qu'une véritable unité des travailleurs ? L'unité c'est la lutte déterminée contre le chômage (qui divise si profondément actifs et non actifs) contre la situation discriminatoire des travailleurs immigrés, contre la surexploitation et l'oppression des travailleuses. Bien faibles sont les réponses du Programme commun, de sa version PS, de sa version PC sur ces points.

Programme commun, programme PS ou programme PC, qu'advient-il de l'écrasante majorité des travailleurs qui, en

tout état de cause ne relèvent pas d'entreprises nationalisées et sur lesquels Marchais affirmait que "les patrons garderont le pouvoir" ? Et dans les entreprises nationalisées qu'est-ce qui permettra aux travailleurs d'être autre chose que des machines à produire, de contrôler les cadences, de savoir pourquoi, comment, pour qui ils produisent ?

Ces questions-là sont celles des travailleurs tous les jours. Aujourd'hui plus que jamais, il faut prendre les moyens dans les ateliers, les bureaux... d'en parler, d'organiser avec les syndicats des débats, des assemblées générales pour savoir ce que pensent, ce que veulent les travailleurs.

Alors que le débat sur le projet de société ne passe pas entre le PC et le PS, il passe entre les divers projets de collaboration de classe et le projet révolutionnaire, pour le socialisme et le pouvoir des travailleurs.

(Extraits de l'éditorial de "L'Etincelle", hebdomadaire de l'OCT, en date du 29 septembre 1977)

## Comités communistes pour l'autogestion

(...) De tout cela, il faut tirer une leçon. La recherche d'accords avec des forces bourgeoises ne peut mener les partis ouvriers (même réformistes) qu'à reculer, y compris sur leurs propres positions, fussent-ils majoritaires dans la coalition. Les travailleurs doivent compter sur leurs propres forces et leur force, c'est leur unité autour de leurs besoins et de leurs revendications. Pour les faire aboutir, et dès maintenant, il faut la construire et la renforcer, autour des 35 heures, de l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, de la nationalisation massive des grandes entreprises qui ferment ou licencient, sans indemnité ni rachat et sous gestion ouvrière. Leur force, c'est leur unité avec leurs organisations : il faut que ce gouvernement chasse Giscard. Il faut qu'il satisfasse les revendications, il faut que les travailleurs communistes, socialistes, révolutionnaires, s'unissent pour appuyer de telles mesures, pour que les partis ouvriers rompent avec la bourgeoisie, rompent avec la logique du profit, avec le système capitaliste et s'engagent dans la voie du socialisme.

(...) C'est l'enjeu pour cette campagne électorale qui vient, que puisse s'exprimer un courant uni des révolutionnaires qui se batte autour de claires positions, capables de réaliser l'unité des travailleurs contre la bourgeoisie et sans compromis.

(...) Alors, il ne faut pas tarder :

- faisons des comités de discussion là où les forces révolutionnaires sont présentes ;
- dans les entreprises nationalisées ou nationalisables, agissons ensemble pour que la question centrale de qui décide et de qui décidera soit posée dans les mois qui viennent ;
- engageons le débat et la pratique commune chaque fois que cela sera possible de la base au sommet, entre les forces et les militants qui se réclament des perspectives révolutionnaires.

(Extraits d'une tribune libre parue dans "Rouge" du 21 septembre 1977)

# Le gouvernement de Mario Soares est en sursis

S'il est un fait qui marque la vie politique au Portugal aujourd'hui, c'est bien la réorganisation de l'appareil policier et le début d'une offensive de répression sociale à grande échelle.

Le 13 juillet dernier, les troupes de choc de la police ont chargé une manifestation pour la libération de Rui Gomes, jeune militant du PCP-R (Parti communiste portugais reconstruit) emprisonné sans inculpation officielle depuis plus de 20 mois, et plusieurs blessés ont dû être hospitalisés. L'un d'eux, l'ouvrier Luis Caracol, est mort peu après. Contrairement aux démentis de la police, l'autopsie a établi que la mort avait été provoquée par le choc d'une matraque métallique. Peu après, Rui Gomes, qui était défendu par l'ensemble des organisations d'extrême-gauche et par "Fraternité ouvrière" a été condamné à une peine de deux ans et quatre mois de prison, sous l'accusation d'avoir attaqué une caserne. Fin juillet, Jaime Neves, le responsable des opérations du 25 novembre 1975 a déclenché l'opération "Suez 77" au cours de laquelle 1200 soldats ont sillonné l'Alentejo dans plus de cent chars de combat.

Des manœuvres d'intimidation, on en vient aux actes : les 30 et 31 août, près de 70 ouvriers agricoles de l'Alentejo ont été blessés lors des assauts successifs livrés par 80 membres de la GNR (gendarmerie) et plus de cent policiers des troupes de choc. Les travailleurs protestaient contre la scandaleuse restitution de terres à un propriétaire latifundiaire. En recourant au "droit de réserve", celui-ci a obligé les travailleurs à lui restituer une superficie correspondant à 50 000 points (unité définie en fonction de la surface et de la productivité du terrain). Il en a réclamé ensuite 25 000 de plus au nom d'un membre de sa famille et finalement encore 25 000 autres. L'unité collective de production de Herdade da Pereira s'est trouvée ainsi profondément désarticulée sous les efforts conjoints des grands propriétaires fonciers et du Ministère de l'Agriculture.

Un autre fait a finalement été révélé : une nouvelle police politique vient d'être formée, le SIR (Service d'information de la République), sous l'impulsion directe du Président Eanes, chargée de centraliser les informations de la PSP, de la GNR, et des services de renseignements de l'armée. Elle emploie déjà deux cents fonctionnaires qui travaillent en liaison avec la police judiciaire.

"Les gouvernements changent, mais la police reste" : dans ce cas, cela ne s'est pas passé exactement comme cela, vu qu'une grande partie de l'appareil de répression avait été démantelé après la chute de la dictature. La hâte de la hiérarchie militaire et du gouvernement Soares n'en a été que plus grande à reconstruire cette pièce fondamentale de l'appareil d'Etat. C'est pourtant un gouvernement d'un parti ouvrier, le PS ; un gouvernement d'un parti dont l'agitation se centrerait sur la "défense de la démocratie" ; mais aussi un gouvernement qui se heurte à une résistance de plus en plus forte, à une opposition et à une perte de confiance des masses.

Mario Soares entrera dans l'histoire comme un des principaux responsables des attaques capitalistes qui remettent en cause des conquêtes essentielles du mouvement ouvrier : les restrictions sévères à la liberté d'action des masses travailleuses ; l'accès au pouvoir de la hiérarchie militaire et la réorganisation des instruments de répression ont provoqué plus de morts depuis la formation du nouveau gouvernement que lors des journées où la dictature a été renversée, le 25 avril 1974. Par ces actions, la bourgeoisie raffermi ses positions, les partis bourgeois gagnent du terrain au Parlement et le Président Eanes centralise encore davantage de pouvoir. Dans le cadre d'une crise sociale qui se prolonge et de la difficulté du gouvernement à trouver un équilibre social et politique, les forces bourgeoises se préparent de leur côté à passer à l'offensive ouverte. En ce sens, cette offensive tend à prendre des formes nouvelles, en mettant pour la première fois, directement en cause certaines des conquêtes fondamentales de la montée révolutionnaire de 1974-75. Les deux premières parties de l'article analysent cette offensive ainsi que la situation économique et politique du pays ; la réponse des partis ouvriers et la situation du mouvement de masse le sont dans les deux dernières.

## L'alliance du gouvernement avec la droite

Le 26 juillet 1977, Jorge Campinos, dirigeant du PS, signait en commun avec un représentant du PPD (parti dit social-démocrate, en réalité, principal parti bourgeois au Portugal-NDT), un communiqué dans lequel les deux groupes parlementaires annonçaient un accord sur la loi Barreto concernant la réforme agraire (présentée par le gouvernement) et sur la loi concernant le fermage (proposée par le PPD). Le document précisait que le PS ne renonçait pas à sa politique consistant

à gouverner seul, sans alliance ni à droite ni à gauche, et que le PPD n'abandonnait pas plus sa position de refus du soutien au gouvernement; cependant, tous deux ont goûté au fruit défendu. En outre, il y était dit que le gouvernement et le groupe parlementaire socialiste d'une part, et le groupe parlementaire du parti de Sa Carneiro d'autre part, formeraient des groupes de travail permanents pour étudier les problèmes de l'information, de la réforme agraire, de la politique étrangère, des "régions autonomes" (les îles des Açores et Madère) et du plan économique à moyen terme (1977-1980).

Il est acquis de source sérieuse, que le PS a promis à la direction du PPD de revoir l'attribution des postes de gouverneurs civils et de lui offrir des postes à la direction d'un quotidien important et de la Banque du Portugal. C'est dans le cadre de ce marché sordide qu'on a vu être décrétées les mesures sociales par lesquelles le gouvernement de Soares s'appête à lancer une offensive en profondeur pour permettre une sérieuse reprise en main par le patronat. Mais le fait le plus important, c'est que Sa Carneiro, le président du PPD, se soit opposé à l'accord avec le gouvernement sur la loi Barreto, et qu'il ait été mis en minorité à la direction de son parti grâce à une intervention personnelle de Eanes. C'est dans ce sens que Galvao de Melo, député connu pour ses liens avec la réaction a déclaré en votant pour la loi Barreto: "... Je regrette que certains ne comprennent pas ce qui doit être fait actuellement en arguant de ce qui ne pourra être fait qu'après avoir résolu l'étape présente..."

Par cet avertissement au CDS (qui a voté contre la loi, de même que le PCP et l'UDP), le spinoïste Galvao de Melo parlait au nom d'un secteur de la bourgeoisie partisan d'une politique de pression sur le gouvernement Soares. Telle était au départ la fonction de la "Convergence démocratique", alliance des deux partis bourgeois qui visait à forcer le PS à accepter leur participation au gouvernement. Par la suite, leur comportement différent à l'occasion de votes au Parlement n'a rien changé à leur politique commune visant à créer une pression sociale favorable à l'affirmation du présidentia-lisme. Ces ruptures partielles étaient inévitables. Il n'existe pas — malgré les pressions en ce sens — de direction unifiée de la bourgeoisie et les deux partis se sont divisés sur la façon de s'attaquer aux conquêtes des masses. Il est vrai que, pour le moment, Sa Carneiro semble représenter l'opinion dominante.

Dans ses discours à la télévision, Soares a insisté sur l'avantage de cette alliance avec le PPD. Antonio Reis, dirigeant socialiste, justifie cette politique par la théorie de "l'affrontement des extrêmes" (CDS et PCP) et du "rapprochement du centre" (PPD et PS). Mais, quelle qu'en soit la justification, la vérité est transparente: le gouvernement dépend toujours davantage de l'alliance avec le PPD et du bon vouloir de Eanes. Ainsi, la perte de la possibilité de faire des concessions au mouvement de masse restreint d'autant sa marge de manœuvre pour s'attaquer aux conquêtes des travailleurs. Depuis, de nouveaux faits sont venus confirmer cette évolution. Les journaux de Lisbonne contrôlés par le PS ont commencé à réclamer un "contrat de législature" avec le PPD, qui assurerait la stabilité parlementaire pendant trois ans. Dans des communiqués successifs de son parti et de son gouvernement, Soares est revenu sur ce thème.

Mais le PPD s'est refusé jusqu'à présent à établir quelque plate-forme que ce soit qui confirmerait son maintien hors du gouvernement. La "Convergence démocratique" a au moins servi à assurer une certaine solidarité entre les deux partis bourgeois. De cette façon, la rentrée du Parlement le 15 octobre 1977 et les efforts de Soares pour renforcer son gouvernement, sont des symptômes clairs de l'aggravation de la crise politique. Se saisissant de cette occasion, Eanes a créé des groupes de travail, sous son contrôle direct, qui travaillent à l'élaboration d'un programme économique qui devrait être signé par les partis, à l'exemple italien. Même s'il n'inclut pas pour le moment des personnalités du PPD, ce groupe comporte à la fois des membres du CDS et des personnalités de "Intervention socialiste" (une scission réformiste du MES) et différents "hommes de confiance du Président".

Aucune de ses manœuvres n'empêchera l'éclatement d'une crise gouvernementale qui peut être durable. Cela est particulièrement apparent dans l'aggravation de la crise économique et dans l'évolution du mouvement syndical.

### **La crise économique et les mesures d'austérité**

Malgré certains indices sectoriels de relance, la crise économique est profonde et s'aggrave. Voyons cela de plus près. Il est vrai que l'industrie de transformation a connu pendant les quatre premiers mois de cette année une augmentation de sa production de 11% par rapport à la même période de 1976. De même, la relance dans le secteur de la construction civile est clairement attestée par la croissance de la consommation de ciment et de tiges d'acier qui a dépassé respectivement de 30 et 170% le niveau de juin 1976. Les rentrées de devises provenant des émigrants et du tourisme témoignent également d'un progrès significatif par rapport à l'an dernier. Le tourisme a progressé de 31% par rapport à la même période, de janvier à mai, de l'an passé. Quant aux recettes provenant des rentrées de devises des travailleurs portugais dans l'émigration, elles ont atteint 19 millions de contos (1 conto = 1000 escudos = 25 \$), ce qui représente une augmentation de 81% sur l'année dernière. En revanche, tous les indices de production du secteur agricole (excepté la production d'olives et le cheptel) et de la pêche ont connu un déclin qui atteint 55% pour la production de pêches et de cerises, selon les statistiques officielles publiées par le Secrétariat d'Etat au plan, fin août.

Cette légère reprise dans l'industrie de transformation que nous avons signalée, outre son caractère inégal, n'est pas directement le fruit d'une augmentation qualitative et intensive des investissements. Elle se maintient dans une large mesure sur la base des capacités de production excédentaires des années antérieures, car malgré une légère augmentation du taux d'investissement (lors de sa récente venue à Lisbonne, Richard Eckans, professeur au MIT, a déclaré qu'il prévoyait une reprise par rapport à l'an dernier), le patronat reste dans l'expectative et exige de nouvelles garanties. Pour ces raisons, le taux d'investissement actuel est même inférieur à celui de 1974. Le 7 juin 1977, la CIP (Confédération des industriels portugais) déclarait: "Les conditions pour investir ne sont pas réalisées. C'est la relance même qui est menacée (...). La CIP, consciente de la nécessité de soutenir des solutions qui

s'identifient à l'intérêt national, n'estime pas qu'existent aujourd'hui les éléments propres à donner confiance à l'entrepreneur privé, vu qu'après douze mois d'activité du premier gouvernement constitutionnel, il reste à instaurer les conditions effectives capables d'inspirer aux entrepreneurs privés la confiance indispensable pour investir et sans laquelle il n'y aura pas de nouveaux investissements du secteur privé." ("O Dia", 7 juin 1977).

a - Augmentation de la dette extérieure et du déficit du commerce extérieur. Les mesures prises par le gouvernement de Soares, sous l'injonction du FMI, le 25 février dernier (dévaluation de 15% de l'escudo, restriction aux importations, etc.) n'ont résolu aucun des problèmes posés par la crise économique, même du point de vue capitaliste. Elles ont au contraire aggravé les principales difficultés auxquelles se heurtait le gouvernement. Et, surtout, elles ont aggravé les conditions de vie et de salaires des masses.

En juin, le déficit de la balance commerciale a atteint 47,8 millions de contos (contre 28 millions en juin 76), ce qui représente une aggravation du déficit de 71%. Au cours de ce même mois, le déficit de la balance des paiements a atteint 22 millions de contos, ce qui correspond aux prévisions du plan gouvernemental pour toute l'année 77 ! Le Centre d'étude de la planification, d'où proviennent les chiffres cités a été forcé de reconnaître : "Sauf en cas d'une modification nette des tendances vérifiées jusqu'au mois d'avril quant aux composants de la balance des paiements, l'objectif d'une réduction du déficit de 40,5%, fixé par le plan, ne sera probablement pas atteint." ("Expresso", 13.8.77). Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le gouvernement soit de plus en plus dépendant des offres de crédit impérialistes et des orientations du FMI qui le soutiennent à peu près comme la corde soutient le pendu.

En août, la dette extérieure atteignait déjà 170 millions de contos (4,3 milliards de dollars) et 50% des réserves d'or de la Banque du Portugal étaient sous hypothèque.

b - Les nouvelles mesures d'austérité. Le 25 août, Mario Soares a annoncé de nouvelles mesures d'austérité, découlant directement des conseils des techniciens du FMI qui constituent une condition sine qua non pour que soit accordé au gouvernement portugais le prêt annoncé de 750 millions de dollars à partir du mois d'octobre. Le moins que l'on puisse dire de ces mesures, c'est qu'elles sont la conséquence logique des mesures antérieures. Loin de résoudre aucun des problèmes fondamentaux, elles vont aggraver encore plus les conditions de vie des masses laborieuses. Certaines de ces mesures ont une importance particulière :

1. Le flottement de l'escudo, qui est une dévaluation de fait à un taux prévu de 1,5% par mois. Une nouvelle augmentation du prix des combustibles liquides venant s'ajouter à cette dévaluation progressive créera une nouvelle spirale inflationniste.

2. L'augmentation du taux d'escompte de la Banque du Portugal de 8 à 13% qui, entre autres graves conséquences, conduira à la faillite un grand nombre de petites et moyennes entreprises (en particulier dans les secteurs les plus fragiles comme le textile), avec une augmentation consécutive du chômage.

3. La possibilité pour le patronat de suspendre les conventions collectives, qui va constituer la couverture légale dont avait besoin le patronat pour l'"assainissement financier" de ses entreprises, ce qui accroîtra encore le chômage dans les secteurs en crise, en retirant toute signification aux commissions de travailleurs pour lesquelles ces derniers se sont tant battus.

c - Les salaires réels à Lisbonne sont déjà inférieurs à ceux de 68. Toutes ces mesures vont contribuer à aggraver sérieusement les conditions de vie, de travail et de salaires des ouvriers qui avaient déjà été sérieusement affectés au cours des derniers mois. D'après les données du gouvernement, le nombre des chômeurs atteint 700 000. Le secrétariat d'Etat au Plan a publié dans son étude "La situation économique, n° 8", les données qui se rapportent à la chute des salaires réels pendant le premier trimestre 77 par rapport à la même période en 1976 :

Industries et transports		salaires agricoles	
Lisbonne	Porto	Horaires	mensuels
- 12,1 %	- 12,6 %	- 7,7 %	- 4,1 %

Ce même secrétariat officiel reconnaissait (dans son bulletin n° 6 du 24.4.77, p.38) que les salaires réels de l'industrie et des transports à Lisbonne à cette date étaient déjà inférieurs à ceux que touchaient les travailleurs en 1968. Cela n'a rien d'étonnant, si on se rappelle l'intense collaboration du gouvernement avec le patronat pour empêcher les augmentations de salaires, le décret du gouvernement qui limite à 15% les augmentations de salaires nominaux, et enfin que l'augmentation du coût de la vie, dépasse largement les 30%. C'est ce que l'on peut vérifier dans le tableau ci-dessous, établi d'après les données officielles, encore qu'elles pèchent par défaut.

Augmentation des prix et des salaires entre avril 76 et avril 77

Ville	Aliments	Combustibles	Tous prix (- logement)	Salaires (industrie & transports)
Lisbonne	39,6 %	42,8 %	32,4 %	9,4 %
Porto	41,6 %	19,0 %	37,3 %	6,6 %

Englué dans la crise économique, le gouvernement est contraint de revenir quotidiennement sur les promesses qu'il avait faites de considérer le "rétablissement rapide du plein emploi" comme sa tâche prioritaire. La timide relance est avant tout une expansion dominée par l'inflation sans que soient résolus les problèmes qui sont la cause du déficit commercial et de la balance des paiements. Les pressions impérialistes sur le gouvernement et l'économie portugaise vont continuer à croître ; la crise ne va pas se résorber.

### Les propositions du PCP

Le 31 juillet 1977, le Comité central du PCP a approuvé un long document qui définit ses positions face à la "nouvelle et dangereuse phase de la démocratie portugaise". Cette résolution a été accueillie avec quelque surprise par la plupart des partis, en particulier le PS, et par les militants commu-

nistes eux-mêmes. Ses grandes lignes sont les suivantes :  
 a.-L'adoption par le Parlement de la loi agraire (grâce à l'accord du PS avec le PPD) marque pour le PCP une dégradation qualitative de la situation : "La série de lois approuvées en fin de session par l'Assemblée de la République, à l'initiative du PS allié au PPD et au CDS met définitivement au jour la nature de classe du gouvernement PS. Le gouvernement PS se révèle, sans doute possible, être au service du grand capital, des propriétaires fonciers et de l'impérialisme contre les travailleurs et les classes et couches laborieuses."

b.-Ainsi, le CC du PCP conclut que "le gouvernement du PS seul, allié de fait de la droite, ne sert ni la démocratie portugaise, ni le peuple, ni le pays". En conséquence, le PCP propose la "voie suivante pour arriver à une solution constitutionnelle et démocratique :

- 1. Suspension par le recours aux procédés constitutionnels et légaux adéquats de l'application des lois récemment approuvées par l'Assemblée de la République ;
- 2. Démission du gouvernement actuel et formation d'un gouvernement qui prenne en charge les affaires courantes et garantisse les conditions de liberté et d'égalité pour tous les partis dans le cadre de la préparation de nouvelles élections générales :
- 3. Dissolution de l'Assemblée de la République et convocation et tenue d'élections dans un délai de 90 jours, conformément à la Constitution." (Résolution du CC du PCP, 31.7.77).

Pourquoi cette volte-face ? Les raisons en sont claires si on analyse l'évolution politique du PCP lors de ces derniers mois. En se renforçant organisationnellement, le PCP s'est affirmé sans aucun doute comme le parti ouvrier qui a le plus grand nombre de militants organisés et il bénéficie directement de la crise du PS et de son gouvernement. Mais ce processus n'est pas linéaire. Après le VIII<sup>e</sup> congrès en novembre 76, la direction Cunhal a engagé le parti dans une politique visant à s'opposer à l'évolution droitnière du gouvernement, sans jamais s'attaquer au principal centre de pouvoir politique, la présidence militaire.

Les principales mobilisations, depuis la lutte de la Fonction publique, des ouvriers de la métallurgie, de la construction civile, jusqu'aux grèves des étudiants de l'Université de Coimbra, ou la résistance permanente dans la région où s'applique la réforme agraire, ont été systématiquement isolées par la bureaucratie syndicale. La raison avancée à ce niveau était que toute centralisation ou toute action radicale provoquerait la chute du gouvernement et donc la formation d'un gouvernement "encore pire" ! Alors, comment défendre les conquêtes des travailleurs et y compris leurs libertés démocratiques, leur droit à s'organiser en coopératives et dans les UCO, et l'exercice du contrôle ouvrier ? Cunhal répondait : "Laissez les choses en l'état, comme elles sont et où elles sont (...). Laisser les choses en l'état veut dire : respecter les différentes formations (formations économiques : le secteur "néocapitaliste" le secteur "capitaliste" et le secteur de la petite production marchande) et leur dynamique propre." (Interview de Cunhal dans "Expresso" du 30.7.77).

Il est évident que cette proposition ne satisfait personne. Mais elle conduit obligatoirement à des concessions politiques tou-

jours plus grandes. Ainsi, pour l'anniversaire de l'élection de Ramalho Eanes, Carlos Brito, un dirigeant du PCP, a donné l'explication suivante en votant une motion de congratulation : "Nous rendons hommage à la dignité, au courage et à l'impartialité avec lesquels vous exercez votre charge." ("O Diário", 28.6.77). Entre-temps, les lois antiouvrières ont été approuvées sans aucune mobilisation de riposte et parfois avec le soutien du PCP, comme dans le cas de la loi antigrèves. Avant l'approbation de la loi agraire, la loi Barreto, le PCP a joué son va-tout dans une alliance parlementaire avec le PS. Son objectif majeur était de faire céder le gouvernement sur la question de la réforme agraire en étant prêt en contre-partie à voter le plan à moyen terme pour 1977-80. Pour cette raison le PCP qui est le parti qui compte le plus grand nombre de députés dans la région où s'applique la réforme agraire, n'a même pas présenté de projet alternatif à la loi Barreto.

Mais le PS a repoussé au dernier moment le débat sur le plan et s'est allié avec le PPD pour approuver la loi Barreto. A partir de là, le PCP se trouvait marginalisé au Parlement et en difficulté pour présenter une alternative au mouvement de masse dont la combativité s'est révélée lors des gigantesques manifestations du 22 juillet. L'ampleur de la manifestation des travailleurs contre la politique du gouvernement, ce jour-là, est comparable à celle des manifestations du 1er mai 74. Au même moment, la base communiste dans l'Alentejo commençait à se préparer à la lutte : les syndicats agricoles, après s'être réunis, ont annoncé une grève générale pour le jour de l'ouverture du débat sur la réforme agraire au Parlement. Les dirigeants stalinien ont réussi à empêcher que l'appel à la grève ne se concrétise. Le PCP n'a pas d'autre issue. Anticipant le remaniement ministériel prévu pour octobre, il a présenté une proposition qui, compte tenu du mécontentement des masses, lui permette de continuer à être le canal principal de la radicalisation actuelle. Et, simultanément, il maintient la même attitude pratique visant à éviter toute confrontation importante avec le patronat, c'est-à-dire de maintenir les mobilisations "dans le cadre des institutions démocratiques". (Résolution du 31.7.77).

Evidemment, ce n'est pas ainsi que Cunhal résout ses difficultés actuelles. Face aux attaques renforcées contre le pouvoir d'achat des masses, la riposte ne peut pas se faire au niveau de la propagande.

Mais ce qui est plus important, c'est le tournant droitier qui se cache derrière cette "nouvelle" orientation. Ayant abandonné la lutte pour une "majorité de gauche", le PCP commence à défendre la nécessité d'une "majorité constitutionnelle" (implicitement, il s'agirait du PC, du PS et du PPD qui ont voté la Constitution). Aujourd'hui, dans le texte que nous venons de citer, le PC propose, indépendamment des élections, la formation d'un gouvernement national avec le PCP, le PS, le PPD et le CDS, sur la base d'une "plate-forme élaborée par toutes les forces politiques et sociales sans discrimination." Cunhal, tout en affirmant que "le compromis historique est intraduisible en portugais" ("Expresso", 30.7.77), tout en rejetant l'eurocommunisme, se fraie également son chemin vers une collaboration directe avec la bourgeoisie. On comprend ainsi que la demande de démission du gouvernement

a deux significations : c'est un moyen de répondre à la combativité des masses, mais aussi de rechercher un accord avec les partis bourgeois. Evidemment, et Cunhal en fait l'expérience, il n'est pas possible de contenter tout le monde et son père. On comprend ainsi pourquoi, dans sa résolution, le PC ne propose aucune forme de lutte extra-parlementaire pour empêcher l'application des lois antipopulaires et pour faire reculer le plan d'austérité du gouvernement.

On comprend également comment, ces jours derniers, la proposition du PCP est apparue sous son vrai visage, comme un iceberg dont seule une petite partie était jusqu'alors visible. Ainsi, deux propositions sont maintenant au centre de la propagande du PCP : l'établissement d'une plate-forme démocratique et patriotique entre tous les partis "sans exclusives", qui n'impliquerait pas la participation du PCP au gouvernement, mais au moins la négociation d'une plate-forme d'action, et, en deuxième lieu, la réalisation d'une pause sociale qui permette la tenue de négociations.

## Le mouvement syndical et les luttes de masse

Sur invitation de Mario Soares, le président de la Fédération internationale des produits agricoles, M. Buckman, s'est rendu au Portugal. Il a déclaré péremptoirement devant une assemblée d'agriculteurs à Viseu : "Le Portugal ne pourra pas entrer dans la CEE tant que subsistera une Unité collective de production." Dans la même ligne, le ministre Barreto a affirmé qu'il fallait diminuer de 30 à 15% la part des travailleurs agricoles dans la population active. Le Plan pour 1977-80 prévoit par exemple, la mise au chômage de 60 000 femmes. Entre-temps, comme nous l'avons souligné plus haut, l'inflation en ce qui concerne par exemple les produits agricoles a atteint 39,6% à Lisbonne et 41,6% à Porto, d'avril 76 à avril 77.

Dans cette situation, s'est produit un renforcement important de la capacité d'organisation des syndicats. Entre avril et juillet se sont tenues 55 élections pour le renouvellement des directions syndicales, dont 41 ont été gagnées par les listes conduites par le PCP, avec une participation record dans presque tous les cas, même dans celles où la liste "lettre ouverte" avait jusque-là l'hégémonie. Cette forte augmentation du taux de participation aux élections syndicales montre comment les travailleurs se tournent vers les syndicats pour défendre leurs revendications et, dans certains cas, comment ils reconnaissent dans les courants d'opposition antibureaucratiques les meilleurs défenseurs de leurs intérêts.

Par ailleurs, jusqu'à fin juin 1977, de nombreuses mobilisations ont revêtu le caractère de luttes sectorielles nationales (métallurgie, textile), combinée à la résistance opposée par les étudiants à la retitularisation de professeurs fascistes, décrétée par le Ministère de l'Education. Finalement, le PCP a acquis une marge de manœuvre croissante dans le mouvement syndical (comme nous l'avons analysé dans les récents articles sur le Portugal). Mais ce contrôle croissant ne peut en aucune façon être assimilé à une capacité de négociation sérieuse d'un pacte social, comme le prétend sa direction.

La démonstration en a été faite quand, lors de la réunion du Conseil de l'Intersyndicale, le 16 juillet 1977, à Lisbonne, plusieurs syndicats ont défendu une proposition de grève générale pour la défense des conquêtes des travailleurs et le rétablissement de leur pouvoir d'achat. Cette proposition a été repoussée par 25 pour, 69 contre et 10 abstentions, avec le soutien certain de plusieurs syndicats dirigés par des militants du PCP. Pour se démarquer de ce courant d'opposition qui peut se renforcer de façon significative dans les prochains mois, le PCP a publié quelques jours plus tard une note virulente : "Il ne s'agit que d'une misérable provocation réactionnaire et anticommuniste (l'insinuation faite par différents journaux que le PCP accepterait de préparer une journée de grève générale), sur laquelle nous avons déjà attiré l'attention dans le document de notre CC où il est fait référence au danger de nouvelles provocations et de plus dangereuses."

La réalité du mouvement de masse est tout autre. La réalisation d'une telle journée de lutte nationale est la seule façon de faire reculer le patronat et d'imposer la satisfaction des revendications des ouvriers et des paysans, de défendre la réforme agraire ou d'élargir le contrôle ouvrier. Le projet d'instauration d'un Etat fort, dont les contours apparaissent dans les lois qui militent la liberté d'action du mouvement ouvrier, dans l'intervention croissante des forces de police et le contrôle politique d'Eanes, encourage les partis bourgeois à renforcer leurs pressions. En octobre, on ajoutera des ministres capitalistes et des technocrates au gouvernement, — des gens dans lesquels Eanes a confiance et non des membres du PS. Cela ne pourra qu'ajouter à l'impopularité du gouvernement.

Dans la perspective de cette évolution, la crise politique se conjuguera au moins pendant une période importante avec les résistances et les mobilisations ouvrières. Avec les capitulations de la direction du PCP et l'augmentation de la capacité de riposte du courant d'opposition syndicale antibureaucratique, il faut accorder beaucoup d'attention à l'évolution des ouvriers communistes, au travail syndical et à la centralisation des luttes.

Confrontés au remaniement ministériel, à la profondeur de la crise économique et aux affrontements sociaux violents (sur la réforme agraire), les révolutionnaires devront avancer audacieusement en affirmant une réponse politique précise : la défense dans l'agitation d'une plate-forme d'urgence qui synthétise les revendications ouvrières de l'heure et qui soit présentée comme les objectifs d'une grande journée de grève générale, mesures sur lesquelles devrait s'engager un gouvernement des partis ouvriers. Avec la nomination annoncée de nouveaux ministres capitalistes et le plan d'austérité qui entre en application, le gouvernement choisit l'affrontement direct avec les luttes des masses travailleuses. De fait, la violence brutale des troupes de choc de la police est bien le symbole de la situation, ce qui conduit y compris les militants socialistes du groupe "Fraternité ouvrière" à protester contre "l'intervention croissante du pouvoir militaire et des forces militarisées dans la société civile".

L'évolution de la crise dépendra de plus en plus des mobilisations dont la classe ouvrière sera protagoniste cet automne.

# Les offensives de l'impérialisme américain

Nous reproduisons ici le texte du rapport politique que le camarade Jack Barnes, secrétaire national du Socialist Workers Party (SWP), a prononcé au 29<sup>e</sup> congrès de ce parti (voir le compte-rendu du congrès dans le n° 13, nouvelle série d' "Inprecor", 29 septembre 1977). La ligne générale de ce rapport a été adoptée à la séance du 7 août 1977.

o o o

## 1) L'offensive internationale des capitalistes américains.

Au cours des six premiers mois de son administration, James Earl Carter s'est entouré d'un manteau d' "ordre moral", de pitié, de compassion et d' "engagement sans compromis et inconditionnel pour les droits de l'homme". C'est une attitude qui convient à un prêcheur laïc de l'Eglise baptiste, qui mena sa campagne électorale sur les promesses que voici :

- élargir les droits démocratiques à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis ;
- réduire les dépenses d'armement ;
- protéger l'environnement, la santé et la sécurité des citoyens ;
- éliminer les ventes d'armes et l'aide à des dictatures de par le monde ;
- rétablir le libre-échange et de bons rapports internationaux ;
- assurer un emploi à tous et contrôler l'inflation ;
- inaugurer une ère de gouvernement ouvert, après le scandale de Watergate, et s'engager à plus de justice après huit ans de dure administration républicaine.

Mais Carter a en fait déjà violé toutes ces promesses au cours de son premier semestre d'administration. Sous le drapeau de l'austérité, des économies d'énergie et de l'équilibre du budget, chacune de ces huit promesses s'est transformée en son contraire. L'administration Carter a lancé ou accéléré une offensive mondiale sur trois fronts : d'abord contre les alliés-concurrents impérialistes des Etats-Unis, ensuite contre le monde colonial et semi colonial et enfin contre l'Union soviétique. Inutile d'ajouter que ce sont les ouvriers et les paysans qui subissent partout les effets de cette offensive.

## Alliés et concurrents

Regardons d'abord cette offensive mondiale sur le plan économique. Les pays de l'OTAN et le Japon peuvent être appelés des alliés des Etats-Unis ; mais leurs intérêts ne sont pas iden-

tiques à ceux de leur "partenaire" américain. La classe dominante américaine emploie contre ses concurrents la manière forte comme elle ne l'a plus fait depuis des années.

L'impérialisme américain est sorti de la crise du pétrole et de la dépression de 1974-75 en position relativement renforcée par rapport au reste du monde capitaliste. La domination des grands trusts du pétrole s'est appesantie. La reprise économique, si elle n'est pas très sensible pour les masses, a été plus forte aux Etats-Unis qu'ailleurs. Les dirigeants américains ont ainsi obtenu un levier supplémentaire et ils l'ont utilisé au maximum. (Il ne faut pas oublier que les filiales étrangères des monopoles américains constituent la troisième puissance économique du monde). Ils ont imposé une dévaluation de fait du dollar afin d'améliorer la vente à l'étranger de leurs marchandises. Ils ont obligé le Japon et d'autres pays à accepter les accords dits "de marché bien ordonné", qui sont en réalité une forme de protectionnisme.

Le Marché commun est moins "commun" que jamais depuis dix ans. Les faibles s'affaiblissent et les forts deviennent relativement plus forts encore. Même l'offensive de Carter en faveur des "droits de l'homme" a partiellement comme but d'obliger les alliés-concurrents de l'impérialisme américain à accroître leurs contributions aux dépenses d'armements qu'entraîne l'effort de jouer le rôle de gendarme capitaliste de par le monde. Les Etats-Unis restent les principaux banquiers du monde. A travers leurs banques et la domination qu'ils exercent sur les organismes financiers internationaux, ils imposent des conditions pour des prêts non seulement aux pays coloniaux, mais même aux puissances impérialistes avancées d'Europe et d'ailleurs. Sous couvert de garantir le monde contre les risques du plutonium et des réacteurs nucléaires surrégénérateurs, Carter a déclenché une nouvelle offensive en vue d'imposer un monopole américain de fait des procédés d'enrichissement de l'uranium, afin d'obliger ses amis étrangers à acheter des produits américains. Lorsque le premier ministre italien Andreotti quitta Washington après une visite chaleureuse en juillet, le "New York Times" a conclu son rapport par la remarque que voici : "Le Premier ministre parût particulièrement satisfait de la promesse de M. Carter d'aider l'Italie à trouver un approvisionnement adéquat d'uranium et de l'engagement de crédits américains de la Banque Import-Export pour contribuer au financement de 8 centrales nucléaires sup-

plémentaires à construire en Italie." Si le plan de Carter ne tend pas réellement à supprimer la prolifération nucléaire dans le monde, il tend certainement à obliger d'autres pays à acheter des marchandises américaines.

Sur le plan politique, Carter est le seul chef d'Etat impérialiste qui peut être sûr de rester en place pendant quatre ans. Aucun des dirigeants qu'il rencontre couramment ne restera probablement en fonction pendant toute cette période. Dans certains pays d'Europe comme la France et l'Italie, la possibilité d'un gouvernement de coalition incluant le Parti communiste, comme résultat des prochaines élections, est apparue pour la première fois depuis des décennies.

### Le «nouvel ordre moral»

Dans le monde colonial et semi colonial, Carter était confronté au problème du rétablissement du prestige des Etats-Unis qui avait reçu un coup après le rôle de Nixon au Vietnam, le scandale de Watergate et le coup d'Etat de Pinochet au Chili. A cette fin, il a promis un "nouvel ordre moral". Au moins en Amérique latine, le mot provoque de mauvaises réminiscences. Les habitants de l'Amérique latine se souviennent de Woodrow Wilson qui allait assurer la démocratie dans le monde. Mais lorsqu'il fut confronté à la première révolution populaire de masse du XXe siècle dans notre hémisphère, il a envoyé les troupes américaines au Mexique afin d'écraser cette révolution. Ils se rappellent aussi Franklin Delano Roosevelt, un autre président démocrate habitué à utiliser des formules pieuses, qui avait promis une "politique de bon voisinage" et les "quatre libertés", — mais qui donna son soutien à des dictateurs comme Somoza ou Batista à travers toute l'Amérique latine. Ils se rappellent l'"Alliance pour le progrès" de John F. Kennedy qui a réagi devant la révolution cubaine de la même manière dont Wilson avait réagi devant la révolution mexicaine. Après que Castro lui ait infligé une défaite à Playa Giron, Kennedy eût recours à une tactique de répression sophistiquée pour écraser des luttes insurrectionnelles et ouvrir la voie à l'établissement des régimes militaires d'aujourd'hui en Amérique latine.

Il y a donc une base solide aux soupçons nourris contre Carter. Sa promesse d'en finir avec l'aide militaire aux dictatures s'est déjà montrée fautive et mensongère. Sur la base de statistiques gouvernementales, une agence a révélé que l'aide étrangère a été légèrement réduite dans les cas de l'Argentine, du Brésil, du Nicaragua, de l'Indonésie, des Philippines et de la Corée du sud. Mais il s'agit en fait d'un truquage. Alors que l'aide directe à l'étranger a été réduite, l'aide en provenance la "Import-Export Bank", des organismes financiers internationaux et des grandes banques commerciales de New York, a plus que triplé depuis 1970. Cette méthode d'aide indirecte a un avantage par rapport à l'aide gouvernementale directe : la loi sur la liberté de l'information n'y est pas applicable et personne ne peut donc découvrir combien d'argent va exactement où.

On a donné une large publicité au fait que des accords d'aide militaire ont été rompus avec certaines dictatures qui piétinent les droits de l'homme, comme le Brésil ou l'Argentine. Mais le même rapport explique également comment cela s'applique en pratique. L'Argentine par exemple dispose encore d'un crédit non dépensé de 54 millions de dollars — près de quatre fois la

somme qui a été refusée dans le nouvel accord sur les armements. Toute cette somme peut être utilisée pour acheter des armes aux Etats-Unis. La même règle s'applique au Zaïre, à Israël, à l'Iran. "Achetez des marchandises américaines et serrez la ceinture à vos ouvriers pour les payer" : voilà le véritable "dialogue nord-sud" style Carter.

### Les réalités de la détente

L'offensive américaine contre l'Union soviétique a reçu le plus de publicité. Rappelons-nous les promesses de la détente et ce que nous avons dit de sa réalité.

En vérité il ne peut y avoir sur l'arène mondiale de détente dans la lutte des classes. Cette force subversive puissante, le capitalisme des monopoles, intensifiera la lutte de classe indépendamment de tout arrangement conclu ou de tout accord signé. Il y a sans aucun doute collaboration — non pas une collaboration pour la paix et le progrès mais une collaboration du Kremlin pour aider les impérialistes américains à jouer le rôle de gendarme mondial. En réalité, il n'y a pas moyen d'effacer l'antagonisme fondamental de l'impérialisme américain à l'égard des rapports de propriété collectivisés en Union soviétique, malgré les manœuvres que Washington et Moscou peuvent engager dans l'arène diplomatique.

La politique de la détente fut imposée à la classe dominante américaine au début des années 70, par suite d'une combinaison de la crise économique qui marqua la fin de la direction quasi absolue des Etats-Unis dans le monde impérialiste, du sentiment massif de la population américaine contre la guerre du Vietnam et de la nécessité de "régulariser" le poids énorme du budget militaire. Mais nous, marxistes, nous avons aussi insisté sur le fait que malgré la nécessité pour les dirigeants américains d'avoir recours à l'aide des staliniens pour freiner la lutte de classe, et malgré leur désir d'étendre des marchés dans les Etats ouvriers, ils continueraient à porter des coups, à exercer des pressions et à commettre des agressions. Loin de signaler la fin des guerres, la détente serait marquée par de nouvelles guerres. Loin d'impliquer le désarmement, elle impliquerait une poursuite de la course aux armements. Ce pronostic a été confirmé.

Examinons de plus près l'offensive antisoviétique de Carter. D'abord sur le front militaire. Carter commença par proposer un budget militaire supérieur à celui de Ford. Ce fut l'un de ses premiers actes de gouvernement. Mais plus important encore que cet accroissement du budget militaire fut une série de décisions de Carter de produire de nouvelles armes. En premier lieu, accompagné d'un brouhaha sur la suppression du bombardier B-1, il y a eu la décision de fabriquer la fusée de croisière "Cruise".

Il s'agit d'un petit avion sans pilote qui transporte des bombes nucléaires et qui peut être lancé par les bombardiers américains en activité pour pénétrer les défenses de l'Union soviétique.

En deuxième lieu, il y a les MX — des fusées nouvelles, mobiles, très précises qui transportent douze bombes à hydrogène et qui sont mieux protégées contre les armes défensives que toute autre fusée existante. On s'attend à ce qu'elles soient mises en chantier bientôt.

Last but not least, il y a l'arme favorite du Pentagone, la bombe à neutrons, l'arme idéale pour les capitalistes. La bombe à neutrons a pour but d'irradier et de détruire les êtres humains, tout en laissant intacts les immeubles et les usines, que les capitalistes placent au-dessus de toute autre valeur. Comme un dirigeant haut placé du Pentagone l'a dit : "Nous désirons... défendre un territoire sans détruire ce que nous désirons sauver." Le "Christian Science Monitor" a résumé la portée du programme d'armement de Carter de la manière suivante : "Tout indique que l'administration Carter a l'intention d'aller de l'avant avec toute une génération d'armes nouvelles, pour lesquelles l'Union soviétique n'a pas d'équivalent pour l'instant et pour lesquelles elle pourrait bien ne pas trouver d'équivalent avant longtemps... Les trois nouvelles armes américaines (la bombe à neutrons, le missile "Cruise" et le MX), prises ensemble, pourraient modifier l'équilibre stratégique de manière très importante en faveur des Etats-Unis." Une fois de plus, comme ce fut le cas à chaque tournant de la situation depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, c'est l'impérialisme américain qui a initié l'escalade dans des armes de plus en plus sinistres. Les promesses de Salt-I et de Salt-II se sont avérées trompeuses.

Un éditorial publié dans le numéro du 10 juillet du "New York Times" et intitulé "Ce qui trouble M. Brejnev", explique une chose très lourde de conséquences. Dans le cadre de la politique d'avertissements accompagnés de bruits de bottes, adressés à Brejnev, l'éditorial souligne que "les nouvelles technologies en matière de missiles de croisière et d'autres types d'armes à haute précision de guidage, effacent la distinction entre armes nucléaires et non-nucléaires, entre armes stratégiques et tactiques, au fur et à mesure que la diffusion des armes nucléaires s'accroît". Imaginez-vous ce qu'ils auraient fait avec une gentille petite bombe à neutrons "tactique" au Vietnam ? Que pourraient-ils faire en Afrique ? Loin d'écartier l'emploi d'armes nucléaires, les nouvelles technologies militaires accentuent encore la tentation pour l'impérialisme de les employer à l'avenir.

Quant à l'aspect commercial de la détente, encore plus de faits ont été publiés concernant l'offensive contre l'Union soviétique. Il faut se rappeler les perspectives prétendument ouvertes par la détente — important accroissement des échanges commerciaux, importants nouveaux débouchés pour des marchandises et des investissements de capitaux américains. Mais en vérité, bien peu de ces promesses ont été tenues. L'éditorial du "New York Times" du 10 juillet cité plus haut explique ce qu'il y a derrière cette évolution : "Moscou n'est pas présente dans l'étape actuelle des négociations commerciales globales. Elle ne participe pas à la réforme du système monétaire international... La bureaucratie soviétique n'est simplement pas prête à relâcher son contrôle sur la vie économique soviétique et à accepter les incertitudes d'une participation pleine et entière dans une économie mondiale multilatérale... Si les successeurs de M. Brejnev continuent sur cette voie... ils seront les laissés-pour-compte d'un système international qui pourrait offrir d'importants avantages à ceux qui seraient prêts à prendre le risque d'interdépendance et d'une plus grande ouverture." Sans parler des grandes menaces s'ils ne font pas face aux nouvelles réalités stratégiques.

A franchement parler, si le monopole étatique du commerce extérieur n'est pas affaibli en URSS, si l'Union soviétique n'est pas ouverte à la pénétration du capital américain, alors les véritables buts économiques des impérialistes, sous-jacents à la détente, ne seront pas réalisés. Leur but reste ce qu'il a toujours été et ce qu'il sera toujours : ce genre de sape des fondements économiques de l'Etat ouvrier, en vue de la réintroduction des rapports de propriété capitalistes. L'instabilité sociale et politique en Europe, et les dissensions croissantes, au sein du mouvement stalinien mondial, présentent en même temps un problème à double tranchant pour Carter. Il ne devrait pas y avoir de malentendu sur une question : lesdits eurocommunistes s'adaptent, du moins en paroles, aux préoccupations et exigences démocratiques des travailleurs d'Europe et des travailleurs du monde entier.

Dans un sens, la fissure entre Moscou et les eurocommunistes donne à Carter un peu plus de marge de manœuvre — mais pas trop de marge. Les impérialistes restent encore opposés à la participation des communistes à des gouvernements de coalition. Elle ne sera acceptée qu'en tant que solution de dernier recours. Mais dans un autre sens, la perspective d'une lutte internationale au sein du mouvement stalinien mondial autour des droits démocratiques inquiète l'administration Carter. Car la principale chose qu'elle demande de la bureaucratie soviétique et des partis staliniens partout dans le monde, c'est la stabilité. Les impérialistes américains sont adversaires de gouvernements démocratiques par la majorité du peuple dans tous les pays. Ils ne désirent point que les travailleurs d'Europe orientale et d'Union soviétique prennent le pouvoir afin de mieux défendre les rapports de propriété socialistes dans ces pays. Ils désirent la stabilité jusqu'au moment où ils pourront renverser ces rapports de propriété.

Dans un éditorial publié peu de temps avant celui qui était intitulé "Ce qui trouble M. Brejnev", dans son numéro du 1er juillet, le "New York Times" indiqua que l'"Occident" est opposé à "tout défi au pouvoir totalitaire en Europe orientale". "Pareil défi représenterait une invitation à des insurrections que l'Occident ne pourrait pas appuyer pleinement sans prendre des risques inacceptables..." En d'autres termes, pas de révolution politique en faveur de la démocratie ouvrière. Le message de l'impérialisme à Brejnev et ses héritiers est le suivant : nous serrons la vis, vous gardez le contrôle et vous préservez le statu quo.

### Les faiblesses du capitalisme mondial

Mais il y a un autre aspect à l'offensive internationale de Carter et cet aspect est plus important pour nous. C'est la situation actuelle du capitalisme mondial. A part la reprise économique qui s'est produite aux Etats-Unis, l'économie capitaliste reste enfoncée dans une récession mondiale. La production industrielle est en déclin même au Japon. Il y a des taux d'inflation supérieurs à 10% non seulement au Portugal et en Espagne, mais en Italie, en Grande-Bretagne et le Canada est au niveau le plus élevé de ce point de vue depuis la grande crise de 1929.

La sécurité sociale et d'autres avantages, tous les acquis que les travailleurs américains et européens ont considérés comme étant garantis une fois pour toutes, sont remis en question. Le

cadre de cette offensive n'est pas la force accrue du capitalisme mondial mais sa faiblesse accrue. Il n'y a pas de retour possible à l'expansion économique des années 50 et 60, dont les puissances majeures ont le plus profité, mais où il y avait aussi des miettes pour les puissances mineures. Chaque mesure telle que la dévaluation imposée du dollar américain, en vue de donner des avantages compétitifs aux exportations américaines, risque d'entraîner un effondrement de tout le système monétaire. Le protectionnisme entraîne simplement la menace d'une guerre commerciale mondiale.

La semaine dernière, le gouvernement français a fait une proposition modeste concernant le commerce international. Il disait en substance : cessons de parler de libre-échange ; il est fini depuis les années 60. Nous proposons que les grandes puissances capitalistes se réunissent et s'assurent avant tout leurs propres débouchés. Ce serait plus honnête et moins dangereux que les restrictions semi secrètes courantes.

Chaque "succès" de l'offensive américaine — tentative d'imposer des budgets militaires plus élevés à leurs alliés afin de payer une partie des coûts de la police mondiale, un taux d'inflation supérieur par suite de leurs mesures protectionnistes — affaiblit le système capitaliste international, ralentit la croissance des alliés des Etats-Unis et menace leur propre avenir.

La pression pour qu'on se serre la ceinture provoque chaque fois de nouvelles résistances. L'an dernier, nous avons vu des manifestations massives dans les pays coloniaux. En Egypte, celles-ci avaient été déclenchées par une hausse du prix du pain. Au Pérou, par une hausse du prix des vivres et des tarifs des autobus. Il y eut une grève générale dans ce pays. Au Brésil, les manifestations les plus larges depuis plus d'une décennie ont éclaté. En Turquie, des femmes qui portent encore des voiles sont descendues dans la rue en criant : "De l'eau, de l'électricité, des routes !" Et en Afrique du Sud, pays auquel Andrew Young (représentant de l'administration Carter aux Nations Unies, avec rang d'ambassadeur et ancien militant du mouvement pour les droits civiques des noirs — NDT) se rend pour défendre le système de la libre entreprise, la jeunesse noire a manifesté qu'elle était prête à renverser ce système.

C'est au sein des pays impérialistes eux-mêmes qu'existe le problème le plus grave pour la classe dominante. La crise du capitalisme a accentué la lutte de classe en Europe, au Canada, en Australie et au Japon. Les "victoires" américaines qui aggravent la pression sur les travailleurs de ces pays, ont déjà contribué à provoquer une montée révolutionnaire au Portugal, une radicalisation en Espagne, des mobilisations ouvrières en Italie et en France, et une résistance en Grande-Bretagne. Voilà les risques politiques qu'implique l'offensive de l'impérialisme américain. Mais les dirigeants des Etats-Unis n'ont pas le choix. En plus de leurs efforts pour dire "non" au mouvement ouvrier, ils doivent aussi s'efforcer de dire "non" au mouvement des femmes, "non" aux aspirations à une sécurité et à une assistance sociales normales, "non" à ceux qui exigent un environnement viable et des conditions d'hygiène et de sécurité décentes sur les lieux de travail, "non" aux nationalités opprimées. En conséquence, la résis-

tance née de ces différentes sources se combinent. Il y a quelques semaines, 200 000 personnes ont organisé une marche à Bilbao, dans le Pays Basque, contre les centrales nucléaires. Leur mot d'ordre était : "Mieux vaut être actifs aujourd'hui que radio-actifs demain." La semaine dernière, 30 000 personnes ont manifesté en France.

En ce qui concerne les nationalités opprimées, la pression en faveur de l'austérité a alimenté une montée de luttes de libération nationale à travers toute l'Europe. En Espagne, la lutte pour l'autodétermination est une des questions cruciales qui alimentent la lutte de classe. En France, où la bourgeoisie a cru que cette question avait été réglée il y a quelques siècles déjà, le problème des nationalités relève la tête en Corse, en Bretagne et ailleurs. En Grande-Bretagne — longtemps la principale puissance capitaliste et impérialiste du monde — les Ecosais et les Gallois rejoignent les Irlandais pour essayer d'imposer leurs revendications d'autodétermination. Au Canada, la classe dominante regarde avec effroi ce qui pourrait arriver au Québec. Plus la pression dans le sens de l'austérité augmente sur les travailleurs, plus leur potentiel de résistance devient explosif. Cela s'applique identiquement aux trois secteurs de la révolution mondiale — le monde colonial, les pays impérialistes et les Etats ouvriers — qui réagissent l'un sur l'autre et se renforcent mutuellement. Cette interaction apparaît de la manière la plus nette en Europe où la lutte des travailleurs d'Europe de l'Est, dirigée par les ouvriers polonais, s'imbrique avec la lutte des ouvriers d'Europe occidentale en direction du socialisme. Plus les ouvriers réclament la liberté, la démocratie et une vie décente — en un mot le socialisme — et plus Carter et Brejnev sont résolus, en partant de leurs points de vue respectifs, à maintenir le statu quo.

## L'offensive capitaliste aux USA

Nous ne devons pas oublier que l'objectif essentiel de l'offensive de Carter n'est pas à l'étranger mais aux Etats-Unis même. Conserver le contrôle sur les travailleurs américains, voilà le problème principal pour sa classe. La férocité, l'arrogance, la conscience de classe et la froide brutalité de la politique étrangère américaine ne sont qu'une extension de la politique intérieure de la classe dominante des Etats-Unis.

Il y a deux aspects contradictoires de ce problème — l'image de Carter et sa tâche. L'image du président n'est pas une petite question pour la classe dominante américaine. Après le Vietnam, le scandale de Watergate, le Chili et la crise économique, il y avait nécessité urgente à ce que Carter rétablisse et consolide l'autorité du gouvernement. Il donna l'impression d'être du côté du peuple et contre la corruption. Après janvier 1977, un Congrès démocrate et un Président démocrate collaboraient enfin de nouveau "pour le bien du peuple" : telle était l'impression que la classe dominante voulait créer. Ce serait un gouvernement qui sympathiserait avec "ceux qui dépendent le plus de lui", comme Carter l'a répété encore et toujours.

## La véritable tâche de Carter

Mais la véritable tâche de Carter était bien différente. Cette tâche, ce fut celle de continuer à faire baisser le niveau de vie, un processus commencé par Nixon en 1971 avec le bloc-

ge des salaires. L'objectif assigné à Carter était de profiter des coups très durs portés aux masses laborieuses par la crise de 1974-75. Il devait prendre comme modèle applicable à l'échelle nationale les restrictions sévères imposées aux habitants de New York. Au cours des six premiers mois de l'administration Carter, le peuple américain a reçu beaucoup de sourires et de discours moralisateurs, parce que l'administration n'avait pas l'intention de lui donner plus que ça. Lorsque les six mois suivants auront passé, il y aura moins de sourires et des discours plus sévères. Même si la classe dominante américaine est relativement forte par rapport à ses concurrents capitalistes, elle est relativement faible par rapport aux revendications qu'avancent les masses laborieuses américaines.

Nous devrions nous arrêter un instant et comparer ses problèmes à ceux auxquels Roosevelt devait faire face au cours des années 30 et Kennedy au cours des années 60. Dans le cas de Roosevelt, la lutte des travailleurs a pu arracher une concession massive : la sécurité sociale. Ce fut une réforme sociale réelle qui fut ainsi imposée. Simultanément, Roosevelt utilisa ses dépenses massives de réarmement pour sortir l'économie américaine du marasme des années 30 après la nouvelle crise de 1937-38. Ces deux issues sont toutes les deux fermées pour Carter. Il est inconcevable que le capitalisme américain puisse accorder une concession massive pour satisfaire ne fût-ce qu'une fraction des besoins du peuple américain. Et les dépenses d'armement sont déjà à un tel niveau astronomique que de nouvelles augmentations qualitatives ne feraient qu'accentuer de manière désastreuse l'inflation, sans faire sortir l'économie de la dépression.

Kennedy, suivi par Lyndon Johnson, pouvait se permettre une solution différente. Ils profitèrent de l'expansion la plus massive du capitalisme américain — la plus longue vague d'expansion et de boom économique dans l'histoire du capitalisme.

Voilà la base pour accorder des emplois et diverses autres concessions. Mais l'économie capitaliste évolue aujourd'hui en sens inverse. Truman pouvait au moins promettre la plein emploi, promulguer la loi sur le "plein emploi" au cours de la montée de luttes ouvrières dans l'immédiat après-guerre. Mais l'administration Carter a commencé à expliquer que le plein emploi est "démodé". Maintenant le concept utilisé est celui d'un "niveau raisonnable de l'emploi". Non pas raisonnable du point de vue des travailleurs mais raisonnable de leur point de vue et de celui des riches qu'ils représentent. Non, les capitalistes américains, dans leur offensive, n'ont pas les choix qui étaient encore offerts à leurs prédécesseurs.

Il est difficile pour des victimes individuelles de saisir l'ampleur de cette campagne concertée parce qu'elle frappe tant de gens de manière si différente. En fait, notre congrès a pour but de discuter, point par point, le caractère de cette offensive, ses effets, les réactions qu'elle provoque, et la manière de s'y opposer — dans le mouvement ouvrier, parmi les femmes, les Chicanos, les Portoricains, les travailleurs sans-papiers (immigrés dits "illégaux" — NDT), la communauté noire et la jeunesse. Et finalement, nous devons discuter et prendre des décisions pour savoir comment nous organiser pour diriger cette lutte d'opposition.

## Le trio en action

Il est important de jeter un coup d'œil sur le cadre institutionnel de cette offensive. Pour la première fois depuis longtemps, les trois branches du gouvernement de la classe dominante frappent sur le même clou dans cette campagne. La Maison-Blanche, le Congrès (Parlement — NDT) et la Cour suprême — ceux que Frank Lovell appelle les "représentants réactionnaires en robe des riches au pouvoir" — travaillent la main dans la main pour la même opération.

Pour juger l'action de ce trio, commençons par son fer de lance, l'administration Carter. Une de ses premières décisions a été l'annonce que la promesse faite au cours de la campagne électorale d'introduire un service national de santé serait ajournée. Au lieu de ce projet, Carter introduira dans un an, une loi en vue de contrôler dans une certaine mesure l'augmentation des frais médicaux. Voilà à quoi est réduit, jusqu'à présent, le plan de santé national.

Le second projet important concernait la solution de la crise de l'énergie. Nous savons maintenant ce qu'il signifie. Les prix seront augmentés. Les centrales nucléaires seront multipliées. On prononcera des homélies contre les "alcooliques de l'énergie". On accentuera l'exploitation des couches de charbon de surface. On réduira les obligations de sécurité non seulement concernant les mineurs, mais concernant tous les travailleurs.

Et on déclenchera un véritable assaut, appuyé par le gouvernement, contre le syndicat des mineurs United Mine Workers.

Quant aux projets de la Maison-Blanche en matière d'assistance publique, ils commencent par réduire l'emploi des "tickets donnant droit aux vivres" (technique par laquelle ceux qui bénéficient de l'assistance publique reçoivent des bons donnant droit à des distributions gratuites de produits de première nécessité — NDT). Ils avancent l'idée du "salut par le travail et non par l'assistance". Cela signifie en pratique obliger le maximum de personnes à accepter un emploi rétribué à un tarif plus bas que le salaire minimum légal, comme précondition pour avoir droit à une quelconque aide publique. Un autre projet pris en considération concerne l'obligation faite à un nombre croissant de mères de familles d'accepter des emplois pour des salaires dérisoires. Jusqu'ici, il fallait qu'un enfant soit âgé de 18 ans au minimum avant de pouvoir obliger une mère aidée par l'assistance publique à accepter un emploi. Carter veut maintenant réduire cet âge à 14 ans. Hier, quand ce plan a été présenté au Congrès, le sénateur Russel Long a exprimé l'opinion que l'âge limite auquel un enfant a besoin de sa mère toute la journée était l'âge de six ans. La Maison-Blanche était, semble-t-il, assez "réceptive" à la proposition du sénateur Long. Mais sur l'inflation on ne prévoit pas d'action effective.

Les attaques contre les travailleurs immigrés sans papiers valables n'en sont qu'à leur étape initiale. A ce propos, l'administration a été d'une franchise brutale. L'équivalent chicano d'Andrew Young, le nouveau directeur à l'Immigration, Leonel Castillo, a déclaré au "Los Angeles Times" du 18 juillet quel est l'objectif réel de cette campagne. "Des fractions

de l'économie américaine gagnent beaucoup d'argent aux dépens des étrangers", affirma-t-il. "Certaines sociétés les emploient et ne les payent pas beaucoup. De ce point de vue, c'est une bonne chose. Cela augmente le produit national brut, maintient les salaires à bas niveau et réduit le prix."

Quelles sont les initiatives de la Maison-Blanche pour accroître l'emploi ? Nous avons le taux de chômage le plus élevé en période de reprise économique. Le genre d'opération qu'ils veulent nous imposer en ce domaine est révélé par le fait que les fonds destinés à fabriquer la bombe à neutrons étaient cachés dans le budget pour... créer des emplois ! Et en ce qui concerne la sécurité sociale, une nouvelle proposition modeste a été avancée la semaine passée. Le ministre du Commerce a proposé de retarder le paiement des retraites jusqu'à l'âge de 68 ans au lieu de 65 ans, étant donné que les ressources du système de la sécurité sociale sont réduites. Bien que ce ne soit pas encore une proposition "officielle", la Maison-Blanche la prend en considération. Voilà en ce qui concerne sept des programmes initiaux de l'administration Carter.

### **Le Congrès et les "réactionnaires de robe"**

Le Congrès apporte sa part à l'effort. D'abord, ces représentants des grands trusts ont réduit la durée de l'allocation fédérale de chômage de 26 à 13 semaines. Et récemment, ils ont déclaré que le chômage est assez bas pour qu'il ne soit même pas possible de recevoir les allocations des 13 semaines supplémentaires des fonds de l'Etat fédéral dans de nombreux Etats. Ensuite, la Chambre des représentants a commencé à tailler dans la loi sur l'assistance légale. Cette loi est censée accorder des fonds à un certain nombre d'avocats pour qu'ils aident les gens les plus pauvres à lutter légalement pour leurs droits. Le Congrès a adopté des amendements stipulant que sous aucune condition, une aide légale ne pouvait être accordée dans un litige quelconque concernant les droits des homosexuels. Il ajouta qu'aucune poursuite légale ne pouvait être engagée en matière de ségrégation scolaire avec de l'argent obtenu sur la base de cette loi. Le Sénat y a mis du sien en ajoutant un amendement qui refuse qu'un couple homosexuel soit logé dans un logement subventionné par des fonds publics. Et aucun subside gouvernemental ne peut être supprimé à un district scolaire qui défie les lois concernant la déségrégation raciale ou l'emploi des bus pour aider la déségrégation. Il a également adopté l'amendement Hyde qui dénie aux femmes tout accès à des fonds fédéraux à des fins d'avortement.

Simultanément, les neuf "réactionnaires de robe" (membres de la Cour suprême - NDT), participent aussi à la campagne commune. Récemment, ils ont réduit un nombre considérable de droits des partis minoritaires pour la participation aux élections rendant plus difficile pour d'autres formations que les démocrates ou les républicains l'inscription sur les machines de vote. Le prétexte invoqué, c'est qu'il ne serait pas démocratique d'avoir des bulletins de vote "surchargés".

Leur interprétation de la Constitution, c'est que tout ce qui est supérieur à deux représente une surcharge insupportable ! Ils ont aussi commencé à dégager la voie pour une large réintroduction de la peine de mort. Ils refusent de casser les ver-

dicts scandaleux de Gary Tyler, des dix de Wilmington, le mauvais coup monté contre les Indiens américains mois après mois, scandales judiciaires typiques dont sont victimes les minorités raciales et nationales aux USA.

Pour démontrer qu'elle est au diapason avec la Chambre des représentants et le Sénat en matière de droits des homosexuels, la Cour suprême a confirmé le caractère constitutionnel des lois contre la sodomie promulguées par certains Etats. Elle a aussi décidé que les systèmes d'ancienneté discriminatoires, qui perpétuent les pratiques d'embauche discriminatoires à l'encontre des femmes et des nationalités opprimées et qui datent d'avant 1964, sont parfaitement légaux. Car, dit-elle, on ne peut pas démontrer "l'intention" discriminatoire, puisque les lois contre la discrimination dans l'embauche n'avaient pas encore été adoptées à l'époque. La Cour suprême a en outre décidé que les femmes n'ont pas droit à l'allocation médicale en cas de grossesse. Des "droits des Etats" peuvent dorénavant être invoqués pour arrêter tout paiement de fonds gouvernementaux pour l'avortement, ou pour des traitements médicaux liés à l'avortement. Elle a décidé que l'Etat a autant d'intérêt vital dans la reproduction qu'une femme a d'intérêt vital à l'égard de son propre corps. Et même encore plus d'intérêt, quand il y a conflit entre les deux.

Il faut démontrer "l'intention" discriminatoire : voilà la nouvelle doctrine de la Cour Suprême. Si vous voulez être transporté par autobus vers une école sans ségrégation ; si vous voulez un logement décent ; si vous voulez des droits d'embauche égaux ; il ne suffit pas de démontrer que la discrimination existe. Il ne suffit pas de démontrer qu'il y a eu discrimination depuis des décennies, ou même depuis des siècles. Il ne suffit pas de démontrer qu'il y a une trame que chacun peut observer. Il faut démontrer en outre "l'intention", le dessein délibéré, non l'état de fait. La victime doit démontrer "l'intention" du criminel.

La Cour Suprême a également décidé que les familles d'ouvriers qui sont en grève ou qui sont licenciés "pour une cause valable" - évidemment, c'est le patron et non l'ouvrier qui décide si la cause est "valable" ! - n'ont plus droit aux avantages de l'assistance publique ou aux allocations de chômage. Voilà quelques-unes des contributions de la Cour Suprême des Etats-Unis. Cette liste est loin d'être complète. Mais c'est seulement en compilant pareille liste qu'on peut se rendre compte où elle mène et jusqu'où elle veut aller.

### **"Ils ne peuvent aller nulle part ailleurs"**

Tout cela a été accompagné de sermons de Carter. Il a donné une leçon au chef de la National Urban League (une organisation noire fort modérée - NDT), Vernon Jordan, lui expliquant que c'est de la démagogie de suggérer, comme Jordan l'avait fait, que les engagements de Carter à l'égard des pauvres n'ont pas été tenus.

Ce qui est pire, dit Carter, c'est qu'en faisant de telles déclarations "démagogiques", des dirigeants noirs feront croire aux opprimés et aux rejetés "que ni moi-même, ni les membres de mon cabinet, ni le Congrès ne les aiment". Cela fait du tort aux pauvres, voyez-vous, car cela leur enlève "l'espoir d'une vie meilleure", et la compréhension de ce que nous sommes le

"dernier espoir des pauvres". Carter a fait aussi un sermon aux femmes, leur expliquant qu'il ne peut y avoir des quotas d'embauche pour les Noirs, les Chicanos ou les femmes, car tout ce qui s'oppose à la "sélection fondée sur le mérite" est anti-constitutionnel. En expliquant aux femmes son attitude à l'égard de l'avortement, Carter a repris un thème qu'il désire enfoncer dans le crâne de tout ouvrier et de toute personne opprimée. Comme il l'a dit lui-même : "Il y a beaucoup de choses dans la vie qui ne sont pas équitables, que des riches peuvent avoir alors que les pauvres ne peuvent pas les avoir."

Mais je ne crois pas que le gouvernement fédéral devrait agir pour rendre les chances exactement égales pour tous, surtout lorsqu'un facteur moral est en jeu."

Evidemment, quand il s'agit de garantir les profits des fabricants d'armes, de promulguer des droits de douane protectionnistes, d'accorder des subsides énormes aux trusts, de distribuer des cadeaux aux dictateurs, c'est différent. Mais il s'agit à chaque fois du même "facteur moral" : la morale capitaliste. Andrew Young a tenu une conférence de presse lors du congrès de la National Urban League pour insister sur le même thème que Carter. A la question : "Ne croyez-vous pas qu'une réaction de ce genre obligera beaucoup d'Américains noirs à se détourner du Parti démocrate ?", il répondit au nom de son Président et en regardant droit dans les caméras de la télévision : "Ils ne peuvent aller nulle part ailleurs."

### Des conquêtes remises en question

Cette liste incomplète clarifie une chose. La classe dominante américaine ne se contente pas de conserver ses positions. Elle ne se contente pas de dire à chaque travailleur : "Plus de concessions ! Réduisez vos espérances ! N'espérez pas de conquêtes supplémentaires." Elle est également en train de reprendre des concessions accordées au cours des années 60. Elle est obligée de reprendre des concessions accordées au cours des années 60.

Elle est obligée de reprendre certaines concessions qu'elle avait dû accorder au cours du plus long boom capitaliste qui ait jamais existé. Elle doit abolir les gains économiques des masses et les lois qui auraient pu transformer des promesses d'une vie meilleure en un début de réalité, — les lois sur la déségrégation raciale, sur l'action affirmative (lois qui encouragent les patrons à embaucher de préférence les membres des minorités nationales - NDT), sur l'avortement, sur l'éducation et toute une série de droits pour les masses laborieuses.

Elle essaye même de supprimer les garanties légales antérieures qui sont les fondements des droits de la classe ouvrière, pour lesquels avec ses alliés, elle a mené de grandes batailles. Elle essaye d'obtenir de la Cour Suprême un jugement disant que les espérances ouvrières sont contraires à la Constitution. Elle s'oppose à l'Amendement sur l'Egalité des droits (amendement à la Constitution des Etats-Unis déclarant non constitutionnel toute discrimination contre les femmes - NDT) pour une bonne raison de leur propre point de vue. Cet amendement représente en effet un obstacle dans ses efforts pour abaisser le niveau de vie des travailleurs. Il va dans le sens inverse de ses efforts pour s'opposer à toute reconnaissance légale de l'extension des droits à l'égalité.

Examinons les deux précédentes montées de la classe ouvrière et de la population noire qui avaient empêché des attaques massives préparées par la classe dominante qui lui avaient arraché des avantages ou des promesses importantes. C'était la montée des années 30 qui vit la naissance du CIO (Comité d'organisation industrielle, centrale syndicale plus radicale qui assure l'organisation massive des ouvriers de la grande industrie américaine au cours des années 30. Plus tard, elle fusionna avec la centrale plus conservatrice AFL - NDT), et la résistance de la population noire, des soldats et des syndicats américains à la fin de la Deuxième Guerre mondiale devant les plans réactionnaires de la classe dominante.

Quelles étaient les concessions et les promesses gagnées au cours de ces deux montées ? Au cours des années 30, les deux principales conquêtes furent la sécurité sociale et la Loi nationale sur les relations du Travail, qui légalisait le droit d'organisation syndicale à l'entreprise, fût-ce avec des restrictions. La montée de 1944-46 n'aboutit pas à de nouvelles concessions de l'ampleur de la sécurité sociale. Mais elle arracha des promesses et bloqua l'offensive patronale. La loi sur le plein emploi de 1946 représente la promesse la plus importante. En outre, la montée de luttes de l'immédiat après-guerre empêcha les Etats-Unis d'étendre la guerre en une nouvelle attaque contre l'Union soviétique et empêcha les patrons d'appliquer le projet qu'ils avaient conçu de faire sauter le CIO.

Mais à présent, chacune de ces conquêtes ou de ces promesses commence à être remise en question. On est en train de saper, d'attaquer, non seulement ce que vous avez gagné au cours des années 60, mais aussi ce que ceux qui se sont battus avant vous — vos parents, vos grands-parents, les exploités et opprimés des générations précédentes — ont gagné au cours des années 30 et 40. Non seulement on déclare aujourd'hui que le plein emploi est devenu un concept "démodé", mais on s'attaque de plus en plus à la sécurité sociale et on cherche à la réduire plutôt qu'à l'étendre.

En ce qui concerne le droit de former des syndicats, le "New York Times" donna récemment des conseils aux patrons qui soutiennent quelques-uns des projets de loi frauduleux de Carter et Meany (George Meany est le vieux chef ultra-conservateur et anticommuniste de la confédération syndicale AFL-CIO - NDT). Le "New York Times" est en faveur de l'adoption de certaines de ces mesures et indique, que dans le fond, au cours des dix dernières années, la loi confirmant les droits à l'organisation syndicale a été substantiellement érodée. Les patrons favorables à l'open-shop (droit pour les patrons d'embaucher des non-membres des syndicats - NDT), ont trouvé le moyen de retarder systématiquement la tenue des élections qui détermineraient à quel syndicat les travailleurs de l'entreprise désiraient s'affilier, pour licencier ou intimider des travailleurs syndiqués, pour engager des poursuites contre les syndicats, etc. dans le but d'empêcher dans les faits l'organisation de sections syndicales dans leurs entreprises. Le "New York Times" ne s'inquiète pas tellement de l'extension de ces pratiques, mais du fait que si l'on va trop loin dans cette voie, les travailleurs pourraient commencer à se rebeller.

(La fin de cet article paraîtra dans le prochain numéro d' "Inprecor")

# Après les élections sénatoriales

Durant la période précédant les élections du 10 juillet à la Chambre haute de la Diète japonaise, nombreux étaient ceux qui spéculaient sur la perte par le Parti libéral démocrate (PLD) de sa faible majorité. Pourtant, le parti gouvernemental s'avéra à même de garder le contrôle de la Diète (1).

Les résultats électoraux de juillet prolongent en fait ceux des élections à la Chambre basse de fin 1976. Le Parti socialiste, et surtout le Parti communiste, ont perdu des sièges, alors que le Nouveau club libéral, le parti Komei et le Parti socialiste démocratique ont enregistré des gains; le PLD a perdu moins de sièges qu'il ne l'avait prévu. Il a réussi à garder le contrôle de la Diète et les partis d'opposition du "centre" se sont vus renforcés.

Le fait que le PLD ait été capable de sauver une petite majorité parlementaire tend à démontrer que la crise gouvernementale ouverte par le scandale Lockheed en 1976 est aujourd'hui enfin close — et il ne pouvait guère en être autrement. L'ancien Premier ministre Tanaka s'était vu obligé de démissionner après que ses pratiques financières aient été étalées au grand jour en 1974. Il était alors remplacé par Takeo Miki dont le gouvernement était rapidement secoué par l'éclatement du scandale des pots de vins distribués par la firme aéronautique américaine Lockheed. Mais la lutte des travailleurs était trahie par les directions du PS et du PC et aucun combat ne put en conséquence être engagé dans la situation de crise ouverte par le scandale. Il était inévitable, dans ces conditions que la crise gouvernementale s'achève, qu'une importante période politique se termine et que s'ouvre une nouvelle conjoncture.

## Les raisons du recul du PS et du PC

La défaite des partis ouvriers durant cette année électorale est le résultat de l'abandon total par les directions social-démocrate et stalinienne des luttes de masse. Face au scandale Lockheed et à la crise du gouvernement PLD, les réformistes se sont refusés à modifier leur orientation électoraliste et de collaboration de classe. Leur politique consistait à faire pression au travers des institutions de l'Etat bourgeois pour obtenir des concessions et accroître leur représentation parlementaire afin d'assurer l'adoption de réformes. Ils se sont par là aliéné de nombreux travailleurs qui avaient dans le passé soutenu les candidats du PS et du PC et ont conduit ainsi leurs partis à la défaite dans les dernières élections.

Le Parti communiste a connu une défaite particulièrement sévère. Durant les années 50 et 60, il avait joué le rôle d'une opposition de gauche au sein du syndicat Sohyo (2) dominé par les bureaucrates affiliés au PS. Mais, autour de 1970, le PC a opéré un tournant droitier sur toute une série de questions.

Un exemple : l'une des revendications traditionnelles contenue dans le programme du PC a toujours été l'abrogation du Traité de sécurité nippo-américain. De fait, nombre de vieux militants du PC ont vu dans l'opposition à l'alliance militaire avec l'impérialisme américain le problème clé sur lequel leur parti se trouvait à la gauche de tous les autres partis de l'opposition. Mais récemment, Kenji Miyamoto, président du Parti et d'autres porte-parole staliniens ont clairement fait savoir qu'ils étaient prêts à abandonner cette revendication si cela s'avérait nécessaire pour assurer l'entrée du PC dans un gouvernement de coalition. Beaucoup de vieux militants ont simplement refusé de participer activement à la campagne électorale — certains ont même quitté le Parti quand ils ont pris connaissance de ces déclarations.

Un autre exemple : le PC a commencé à s'opposer publiquement et clairement aux grèves menées par les enseignants et les fonctionnaires (le droit de grève n'est pas reconnu pour le secteur public au Japon — NDT). Cela a évidemment suscité le doute et le mécontentement parmi les travailleurs du secteur public, ce qui porte tout particulièrement préjudice au PC car c'est dans ce secteur que son influence dans les syndicats du Sohyo est probablement la plus importante. Pour cette raison aussi, le PC a été incapable de mobiliser cette année autant de militants et sympathisants que dans le passé.

Quant à la défaite du Parti socialiste, elle reflète, entre autres choses, une réaction aux tentatives de plus en plus brutales des bureaucrates du Sohyo de réprimer les activités des jeunes militants syndicaux. Par exemple, la direction social-démocrate de gauche du Korokyo (3), le plus grand syndicat du Sohyo, affichait d'habitude une attitude relativement militante dans les luttes des travailleurs du secteur public. Les bureaucrates appelaient à une grève, prononçaient de violents discours, puis s'asseyaient et laissaient les jeunes militants faire le travail d'organisation de la grève. Mais, environ depuis 1973 — et tout spécialement lors des luttes contre l'accélération des cadences et la rationalisation comme en ce qui concerne la revendication du droit de grève — la direction du Sohyo est activement intervenue pour mettre un terme à nombre d'initiatives impulsées par de jeunes militants. Au num de la

nécessité de "ne pas contrarier la population" elle a de plus en plus essayé d'éviter que les travailleurs du secteur public n'entrent en grève, ne ralentissent les cadences, etc.

Durant "l'offensive de printemps" (4) de 1977, la direction du Korokyo s'est refusée à appeler à des grèves, même limitées à des actions de pression sur le gouvernement et, en conséquence, les travailleurs du secteur public ont dû accepter de nouveaux contrats tout à fait insuffisants en ce qui concerne les augmentations de salaires.

Quand le scandale Lockheed fut connu, en 1976, les syndicats du Sohyo commencèrent par prendre l'initiative en organisant des manifestations réclamant que tous les faits le concernant soient révélés, y compris le nom des fonctionnaires gouvernementaux impliqués. Ces actions de protestation se sont étendues très vite, mais la direction du Sohyo est rapidement intervenue pour forcer les unions locales à annuler les nouvelles manifestations, s'en remettant aux politiciens du PS pour "faire la lumière" sur le scandale grâce à l'enquête parlementaire engagée par la Diète. Ce qui a permis au PLD de se tirer d'affaire à un moment critique.

Les candidats du Parti socialiste se sont généralement appuyés sur l'appareil du Sohyo pour mobiliser les travailleurs durant les campagnes électorales et le rôle de jeunes militants dans ces campagnes a toujours été très grand. Mais la bureaucratie du Sohyo s'est aliéné de façon croissante la sympathie des jeunes et même de syndicalistes d'âge moyen, à tel point que l'effort électoral du PS s'en est ressenti. Les résultats électoraux de cette années expriment clairement ce fait.

La mesure dans laquelle ces types de trahisons social démocrates et stalinienne désament la classe ouvrière a peut-être été le plus clairement démontrée lors des négociations sur les droits de pêche qui se déroulèrent durant la période précédant les élections de juillet. L'Union soviétique a établi cette année une zone de pêche de 200 milles sur son plateau continental, après que nombre de pays capitalistes aient fait de même. Cette zone de 200 milles affecte de façon majeure l'industrie de la pêche, les grandes compagnies comme les pêcheurs de moindre envergure capturant de grandes quantités de leur poisson dans les eaux du Pacifique nord, au large des côtes de la Sibérie, de l'Alaska et du Canada. De plus, les produits de la pêche occupant une très grande place dans l'alimentation au Japon, les négociations sur les quotas de pêche au sein de la nouvelle zone de 200 milles ont largement attiré l'attention du public. Alors que les traités avec le Canada et les USA ont été conclus aisément, rapidement et sans fanfare, le régime Fukuda a saisi le prétexte des négociations avec l'URSS pour engager une énorme campagne de propagande. L'établissement d'une zone de 200 milles a largement été dénoncé comme un "acte outrageant et hostile à l'égard du peuple japonais". Zenko Suzuki, un des dirigeants du PLD était envoyé à Moscou et la presse bourgeoise assurait massivement la couverture des négociations. Pour la presse, Suzuki "défendait notre intérêt national" contre les Russes qui "négociaient en nous mettant le couteau sous la gorge".

Tous les partis d'opposition – y compris le PS et le PC – se sont joints à cet hystérique concert antisoviétique. Le PC a même essayé de surpasser les autres partis dans la défense "de la position de notre pays". Cela a profondément désorienté la classe ouvrière. La période pré-électorale n'a pas été dominée par un conflit entre les partis ouvriers et le PLD, mais par une campagne nationaliste dans laquelle les directions réformistes se sont alignées sur la politique du gouvernement PLD et lui ont assuré leur plein soutien. Aux yeux des travailleurs, le PS et le PC ne sont pas apparus comme les dirigeants de la lutte contre le régime Fukuda. Plus, pour des couches petites bourgeoises, telles que les paysans et les petits pêcheurs, le mouvement ouvrier n'a offert aucune alternative à la politique du principal parti bourgeois sur cette question importante. Les conditions d'existence des petits pêcheurs sont menacées par l'aggravation de la pollution industrielle et par la politique gouvernementale en faveur des grandes corporations. Mais on leur a dit que l'Union soviétique – et non les capitalistes japonais – portait la responsabilité de ces problèmes. Au même moment, il n'existait, au sein du mouvement ouvrier, aucune alternative crédible au PS et au PC.

Tous ces facteurs ont conduit un grand nombre de travailleurs à se tourner vers les partis d'opposition du "centre" à la recherche d'une alternative au PLD, pour lequel ils éprouvent une défiance justifiée et au PS et au PC dont le refus d'engager une lutte contre le gouvernement capitaliste les a déçus.

## L'offensive sélective du PLD

Le fait que le PLD n'ait pas perdu sa majorité parlementaire lors des récentes élections ne veut certainement pas dire pour autant que la crise à long terme du parti dominant a été résolue. Le régime du parti gouvernemental unique du PLD, maintenu depuis les années 50 grâce à cette majorité parlementaire, continue à être miné par des contradictions croissantes. Il est vrai que Fukuda a réussi à prendre dans une certaine mesure l'initiative durant la dernière période et a été à même d'éviter une désastreuse défaite lors des élections à la Chambre haute. Mais il ne s'agit là que d'une interruption temporaire et limitée de la tendance à long terme au déclin du principal parti bourgeois. Dès maintenant, le PLD va devoir s'appuyer de façon croissante sur une alliance avec le droitier Parti socialiste démocratique pour faire adopter sa politique dans la Diète.

Fukuda a la réputation d'être un tenant de la "ligne dure" au sein du PLD, et la formation du cabinet Fukuda fin 1976 reflète la volonté d'importants secteurs de la classe dominante de s'attaquer aux problèmes laissés sans solution par le précédent gouvernement de Takeo Miki. Miki représentait l'aile "modérée" du PLD, prête à faire certaines concessions au mouvement ouvrier et ne désirant pas prendre la responsabilité de mesures trop impopulaires. La position de Miki avait été affaiblie par l'éclatement du scandale Lockheed. Pourtant, quand Fukuda entra en fonction, il n'hésita pas à annoncer une série de graves offensives antiouvrières qui du point de vue des capitalistes avaient beaucoup trop tardé.

Parmi ces mesures, un programme de rationalisation massive

des chemins de fer nationaux, très fortement endettés, programme qui comporte l'élimination de 50 000 emplois. Fukuda annonçait aussi l'application rapide d'un certain nombre de projets industriels de grande importance telle la construction de centrales électro-nucléaires qui avait été retardée sérieusement du fait de l'opposition de la population concernée et de groupes écologiques. Il s'engagea aussi dans une orientation de soutien politique et économique aux dictatures de Park en Corée du Sud et de l'ASEAN (5). Le gouvernement PLD, sous la direction de Fukuda, prit de même une attitude très dure face au problème des augmentations de salaires lors de l'offensive du printemps 1977 et de l'augmentation des prix du riz à la production (6).

Tout cela n'implique cependant pas que le gouvernement vise à provoquer une confrontation ouverte avec les principaux secteurs du mouvement ouvrier dirigés par la social-démocratie. La politique de Fukuda vise plutôt à une répression sélective des luttes qui ont commencé à échapper au contrôle des directions réformistes. Cela est particulièrement clair dans le cas de la lutte contre le nouvel aéroport international de Tokyo, construit près du village de Sanrizuka, dans les environs de la ville de Narita. Le PS et le PC ont refusé de soutenir activement ce combat, mais douze années de résistance déterminée par les paysans de Sanrizuka et leurs sympathisants dans le pays ont empêché l'ouverture de l'aéroport. Nombre de projets de construction dont l'existence est liée à cet aéroport ont vu leur mise en œuvre considérablement retardée. En janvier 1977, Fukuda affirma que son gouvernement emploierait tous les moyens pour assurer l'ouverture de l'aéroport à la fin de l'année. En mai, il mobilisa des milliers de policiers anti-émeutes pour occuper illégalement et abattre les tours métalliques que les paysans avaient construites près de la piste pour interdire les vols.

Quand des manifestants se rassemblèrent en signe de protestation, la police les attaqua brutalement, tuant l'un d'entre eux et en blessant beaucoup d'autres. L'objectif poursuivi par cette politique de répression sélective est d'écraser celles des luttes qui vont au-delà des limites imposées par les directions du PS et du PC, aidant ainsi les réformistes à poursuivre et accentuer leur orientation de collaboration de classe. En s'attaquant violemment aux luttes militantes qui exercent une pression de gauche sur le PS et le PC, Fukuda espère amener ces partis encore plus à droite, en direction d'une collaboration accrue avec le gouvernement.

## Le tournant à droite des réformistes

Les mêmes facteurs internationaux et nationaux qui conduisent l'impérialisme japonais vers une crise et qui minent le système de parti gouvernemental unique du PLD, provoquent d'importants changements au sein des syndicats et des partis ouvriers sous direction réformiste.

Durant les années 50 et 60, l'économie capitaliste japonaise connut une longue période d'expansion extrêmement rapide. Le PLD maintint une majorité stable à la Diète et le PS et le PC occupèrent la position de partis d'opposition, luttant contre le gouvernement PLD pour obtenir des réformes mais sans pers-

pectives à court terme de remplacement du PLD au pouvoir. Tout au long de cette période de prospérité, les syndicats du Sohyo engagèrent une série de luttes qui réussirent à imposer des concessions à la bourgeoisie.

Mais avec le choc de la récession internationale, le capitalisme japonais a perdu la marge de manœuvre qui lui permettait de faire des concessions comme par le passé. Le PS, le PC et le Sohyo ne sont plus à même d'imposer des réformes à travers les mêmes formes de lutte, hier efficaces. Face à une résistance décidée de la part de la bourgeoisie, les réformistes n'ont pas répliqué en mobilisant les travailleurs en vue d'un combat plus dur, mais ont essayé d'obtenir des réformes en accroissant leur collaboration avec la bourgeoisie et son Etat. Cette orientation s'illustre de bien des façons, depuis la diffusion de schémas visant à assurer la "participation des travailleurs à la gestion" dans les ateliers et les bureaux jusqu'à l'appel à la constitution d'un gouvernement de coalition entre les partis conservateurs et réformistes. Tel est l'objectif stratégique auquel les directions du PS et du PC subordonnent les luttes des travailleurs.

L'un des facteurs importants qui expliquent ce tournant à droite des sociaux-démocrates et des stalinien est la détente qui s'est produite d'une part entre les USA et le Japon et d'autre part entre l'Union soviétique et la Chine. Durant les années 50 et 60, quand la tension ouverte, voire la menace de guerre, caractérisait les rapports entre l'impérialisme américain et les Etats ouvriers, et s'affirmait comme la principale question en matière de politique étrangère au Japon, le PS et tout particulièrement le PC ont gagné leur soutien en étant identifiés aux pays "socialistes" d'Asie et en s'opposant à la politique belliciste de Washington.

Mais depuis l'établissement de la détente, les réformistes se sont sentis plus libres de capituler face au PLD sur ces questions comme sur les autres. Le problème du Traité de sécurité nippo-américain est l'exemple le plus clair de cette évolution. Et aujourd'hui, tous les courants qui défendent la formation d'un gouvernement de coalition, y compris la fraction de droite du PS, le PSD et le parti Komei, soutiennent activement l'actuelle politique étrangère de la direction chinoise. Ils essayent de constituer leur gouvernement de coalition sur une orientation de "coexistence pacifique USA-Japon-Chine". En particulier, la politique étrangère de la bureaucratie chinoise, lâche-bottes de l'impérialisme US sous prétexte que l'Union soviétique est "l'ennemi principal", a eu un effet terriblement désorientant sur la classe ouvrière japonaise. Elle a aidé les directions du PS et du PC à diriger leur feu contre l'URSS plutôt que contre l'impérialisme japonais sur des questions comme les droits de pêche ou la revendication gouvernementale d'une restitution de territoires septentrionaux de l'ancien empire nippon occupés par l'Union soviétique à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

## Tension au sein des partis ouvriers

Cela ne veut cependant pas dire que les directions réformistes ont été capables de prendre leur tournant à droite sans rencontrer de résistance au sein de leurs propres organisations. Depuis maintenant plusieurs années, la direction du PC domi-

née par Kenji Miyamoto met au point une orientation ouvertement réformiste. Cette ligne représente pour l'essentiel la même capitulation devant le nationalisme bourgeois que ce qui est récemment devenu connu sous le nom d' "euro-communisme". Le PC japonais a donné une place très importante dans sa presse à l'évolution en cours des partis communistes français, italien et espagnol, ne cachant pas sa satisfaction, soulignant le thème de l'indépendance face au PC soviétique, mais n'insistant par contre pas sur la question des droits démocratiques en URSS aussi nettement que certains des eurocommunistes.

Beaucoup de membre du PC ont eu des doutes en ce qui concerne la ligne Miyamoto, mais acceptaient de s'y rallier entre 1965 et 1974, tant que le PC enregistrait des gains électoraux et que la perspective parlementaire avait une certaine crédibilité. Mais après deux défaites électorales successives et avec le recul de la direction sur des questions comme le Traité de sécurité et le droit de grève dans le secteur public, un mécontentement croissant se manifeste parmi les membres du Parti. Cette tendance s'est reflétée dans l'indolence de la campagne électorale de soutien aux candidats du PC, et surtout dans l'approfondissement de la crise des jeunesses staliennes.

Le journal du PC, "Akahata", a souvent publié des critiques de la politique du Kremlin. Mais lorsqu'un article récent de la "Pravda" suggéra que la défaite électorale du PC lors des élections à la Chambre haute était due au phénomène d'adaptation du Parti au chauvinisme national sur la question des territoires septentrionaux, la direction du PC publia une réponse dont le ton était inhabituellement violent. Il semble que l'article de la "Pravda" ait touché un point particulièrement sensible, contenant en l'occurrence un grain de vérité et entrant en résonance avec un mécontentement croissant dans les rangs du PC.

Dans le Parti socialiste, comme au sein des syndicats du Sohyo, un courant substantiel dirigé par la fraction Kyokai (7) a résisté à certains aspects du tournant opéré en direction d'une politique de collaboration de classe plus franche. Cela a ouvert une crise profonde dans les rangs du PS, dans la mesure où la tendance de droite semble être prête à courir le risque d'une scission pour forcer les dissidents à appliquer sa ligne. La fraction Kyokai continue à appeler à l'abrogation du Traité de sécurité et s'est refusée jusqu'à maintenant à participer à la campagne pour la restitution par l'URSS des territoires septentrionaux. Elle insiste aussi sur le fait que tout gouvernement de coalition auquel le PS se joindrait devrait aussi inclure le PC, ce qu'un certain nombre de secteurs de la droite du PS ne sont pas prêts à admettre. Le dirigeant le plus connu de la fraction Kyokai est Itsuro Sakisaka, un universitaire marxiste vieillissant qui se définit lui-même comme "léniniste" et qui a su gagner à sa personne une base substantielle dans les jeunesses du PS. Mais la fraction Kyokai n'en est pas moins fondée, en dernière analyse, sur une aile de la bureaucratie du Sohyo; c'est-à-dire essentiellement sur des bureaucrates qui continuent de défendre l'ancienne ligne d'alliance Sohyo-PS-PC avec un visage de gauche, en opposition à une coalition conservateurs-réformistes qui excluerait le PC.

Mais à cause du caractère bureaucratique de sa base, la fraction Kyokai est incapable d'en appeler aux militants des syndicats du Sohyo pour faire face à l'actuelle offensive de la droite du PS. En fait, les syndicats Sohyo dirigés par la fraction Kyokai sont parmi les plus connus pour l'ampleur de la répression bureaucratique des initiatives de jeunes syndicalistes radicaux. Il semble probable que pour maintenir leurs positions dans la bureaucratie du Sohyo, les dirigeants de la fraction Kyokai devront accepter un jour ou l'autre un compromis et faire la paix avec la tendance de droite du PS.

### Les luttes indépendantes

Ces développements doivent être replacés dans le contexte de l'évolution historique de la gauche japonaise. La radicalisation de la jeunesse à la fin des années 60 donna naissance à la "nouvelle gauche" japonaise, composée en majorité d'étudiants, attirant néanmoins un certain nombre de jeunes travailleurs. Mais la "nouvelle gauche" s'affaissa du fait d'une forte répression étatique bourgeoise à la suite de laquelle, les courants ultra-gauches connurent un rapide processus de dégénérescence politique. Ce processus fut symbolisé avant tout par l'escalade de la violence sectaire entre la fraction Kaku-maru, la fraction Chukaku et la fraction Kaiho (8).

Au début des années 70, une nouvelle montée spontanée de luttes militantes de jeunes travailleurs se produisit dans les syndicats du Sohyo face au programme de rationalisation et d'autres attaques du gouvernement dans le secteur public. Mais dans un climat politique marqué par la dégénérescence de la "nouvelle gauche", ces mouvements de jeunes syndicalistes radicaux ne pouvaient être regroupés en un courant politique à l'échelle nationale capable de résister à la direction social-démocrate. En conséquence, leurs luttes spontanées restèrent dispersées et furent défaits par une combinaison de répression gouvernementale et de mesures bureaucratiques. C'est pourquoi, le récent tournant à droite des directions du PS et du PC, malgré les désillusions qu'il a provoquées chez nombre de travailleurs qui ont abandonné leur allégeance passée, n'a pas eu à faire face à une opposition effective. Il n'existe aucune tendance de gauche crédible à même d'engager une lutte contre les abandons des sociaux-démocrates et des staliens.

Dans ce contexte, la montée spectaculaire des luttes contre le nouvel aéroport international de Tokyo en avril et mai de cette années prend une signification considérable. Ce combat n'est plus seulement celui d'un petit groupe de paysans soutenus par les formations de la "nouvelle gauche" et les trotskystes: il commence à devenir un pôle d'attraction pour de larges couches de travailleurs que le réformisme des directions du PS, du PC et du Sohyo s'est aliéné. Il commence aussi à recevoir le soutien de paysans de nombreuses parties du pays qui sont en voie de radicalisation et s'affirment de plus en plus prêts à engager la lutte contre le gouvernement PLD. L'importance de la lutte contre le nouvel aéroport de Sanrizuka réside en ce qu'elle contient un précieux potentiel de focalisation d'un nouveau courant politique en face des directions réformistes.

En troisième lieu, il y a la masse des paysans qui sont frappés par la politique agricole du PLD et qui manifestent leurs sympathies à l'égard de ceux de Sanrizuka. Certains d'entre eux commencent aussi à participer à la lutte contre l'aéroport.

La tâche centrale des marxistes-révolutionnaires dans la nouvelle situation ouverte par la montée de la lutte de Sanrizuka, est de rassembler un courant politique indépendant du PS et du PC à l'échelle nationale. Une alternative politique effective aux réformistes ne pourra en effet pas surgir de luttes spontanées du type de celles que nous avons connues au début des années 70. L'action d'une direction politique consciente sera décisive dès les débuts de ce processus visant à constituer un tel courant. L'analyse et la stratégie mises en avant par la Ligue communiste révolutionnaire (section japonaise de la IVe Internationale) procèdent de la reconnaissance de ce fait fondamental

Deux autres tâches, interdépendantes, s'imposent aussi de façon urgente dans la période que nous traversons. Il est d'abord indispensable d'animer une campagne de solidarité envers les peuples d'Asie face à la capitulation des réformistes devant l'intérêt national. Nous devons constituer parmi les travailleurs un courant internationaliste massif, complètement indépendant de l'impérialisme japonais. En ce sens, la campagne de solidarité avec les Sud-coréens et les peuples des pays de l'ASEAN est cruciale. A la suite de la Corée du Sud, les pays de l'ASEAN sont en effet en passe de devenir une zone économique importante pour l'impérialisme japonais. Au début août, Fukuda a fait une tournée dans ces pays et en Birmanie. Pour la première fois, un Premier ministre japonais s'est rendu au sommet de l'ASEAN. A cette occasion, l'implication de l'impérialisme japonais auprès des régimes de cette région s'est accrue. Dans le passé, la pénétration économique de cette zone par le capital nippon était essentiellement le fait d'entreprises individuelles. Maintenant, c'est la bourgeoisie dans son ensemble qui commence à offrir son soutien économique et politique aux régimes contre-révolutionnaires de l'ASEAN, en coordination avec les classes dominantes australiennes et néozélandaises. Fukuda a promis un pont d'or pour assurer la stabilité des gouvernements réactionnaires de cette région. La deuxième de ces tâches est de lutter contre le plan Fukuda de restructuration économique et sociale qui vise à résoudre la crise de l'impérialisme japonais. Si le PLD réussissait dans son offensive sélective actuelle, il poursuivrait une rationalisation complète de l'économie japonaise, aux dépens de la classe ouvrière, en s'attaquant d'abord aux chemins de fer nationaux.

Nous devons préparer la classe ouvrière à cette offensive à l'aide du programme de transition.

Un autre point de polarisation des luttes indépendantes concerne le refus par la Cour suprême d'étudier le cas d'Ishikawa. Ishikawa, un membre de la communauté Buraku (minorité formée par les "hors castes" japonais et soumise à une sévère discrimination) fut inculpé à tort de viol et meurtre en 1963. Son cas est devenu le point de ralliement du mouvement de libération Buraku. La Ligue de libération buraku, avec des groupes d'étudiants et de travailleurs, avait demandé que la Cour suprême accepte de le recevoir en appel. A la

suite du refus de cette instance, une manifestation de protestation nationale rassembla 40 000 personnes. Bien que certains dirigeants de la Ligue de libération buraku soient des membres du PS, cette lutte s'est développée en dehors du cadre de ce parti.

Trois couches sociales peuvent principalement fournir la base du développement d'un nouveau courant politique en opposition aux directions réformistes. La première est composée de travailleurs d'âge moyen, membres des syndicats du Sohyo, désenchantés par la politique de la bureaucratie. Elle comprend beaucoup de militants qui formèrent l'ossature du Sohyo durant les années 50 et 60. Un front uni regroupant ces cadres syndicaux a récemment commencé à publier une revue nommée "Informations ouvrières" (Workers News), qui porte sur les questions d'actualité dans le mouvement syndical. Il y a aussi les jeunes travailleurs radicalisés dans les syndicats du Sohyo qui se sont séparés des directions bureaucratiques et réformistes. Un certain nombre de jeunes syndicalistes a déjà commencé à participer à la lutte contre l'aéroport de Sanrizuka. Cette couche est particulièrement importante en ce qui concerne son impact militant sur les cadres syndicaux. Ces cadres ne peuvent en effet évoluer au-delà d'une position centriste de gauche sans l'existence et l'influence d'un mouvement national de jeunes travailleurs, courant de gauche indépendant des partis réformistes.

## NOTES

- 1) La Diète est le parlement national au Japon.
- 2) Sohyo est l'abréviation usuelle de Nihon Rodo Kumiai Sohyogikai, Conseil général des syndicats du Japon, la plus importante des confédérations japonaises.
- 3) Korokyo est l'abréviation usuelle de Kokyo Kigyotai Rodo Kumiai Kigyotai, le Conseil national des syndicats de travailleurs de la Fonction publique.
- 4) "L'Offensive de printemps" (Shunto) est la campagne unitaire menée par les syndicats ouvriers japonais en avril de chaque année, au moment du renouvellement de la plupart des contrats collectifs.
- 5) L'ASEAN, Association des nations du Sud-est asiatique, comprend les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie.
- 6) En vue de stabiliser les prix et la fourniture du plus important des produits agricoles, le gouvernement japonais achète le riz aux paysans à un prix fixe et le revend aux détaillants à un autre prix fixe, plus bas que le premier. Depuis l'été, une série d'enquêtes publiques ont lieu pour fixer le "prix à la production" que les paysans recevront pour leur culture.
- 7) Kyokai est l'abréviation usuelle de Shakaishugi Kyokai-Ha, la Fraction de l'Association socialiste du PS et de sa jeunesse.
- 8) Les Fractions Kakumaru ("marxistes-révolutionnaires") et Chukaku ("Noyau central") apparurent en tant que formations indépendantes au début des années 60, à la suite de la rupture de la Ligue communiste révolutionnaire, regroupement de dissidents antistaliniens qui avaient été expulsés du PC. La fraction Kaiho ("Libération") fut expulsée de la jeunesse du PS à la fin des années 60. Ces trois formations sont devenues les plus importantes organisations de la "nouvelle gauche", regroupant des milliers de membres à la fin des années 60.

# Le peuple sahraoui et la révolution au Maghreb

Depuis maintenant plusieurs années, une guerre de guérilla se développe au Sahara occidental, l'ancien Sahara "espagnol". La population sahraouie lutte contre l'occupation militaire actuelle du pays par le Maroc et la Mauritanie. Le conflit au sujet du Sahara amena en 1976 le Maroc et l'Algérie au bord de la guerre ouverte et a eu des répercussions internationales, surtout en Afrique. Qui sont les Sahraouis et quels sont les enjeux du combat qu'ils mènent ?

L'article publié ci-dessous, écrit par deux camarades qui ont visité le Sahara et ont séjourné avec le Front Polisario, répond à ces questions. Il comporte deux parties ; la première traite de l'histoire du Sahara et des racines de l'intervention maroco-mauritanienne ; la seconde analyse la structure et la politique du Front Polisario. (La deuxième partie paraîtra dans le prochain numéro d' "Inprecor").

o o o

En automne 1975, le régime marocain commence à infiltrer des troupes au Sahara occidental encore occupé militairement par les Espagnols, alors que la mobilisation chauvine (soutenue par l'opposition) bat son plein et que s'organise la "marche verte".

Ce sera ensuite la ruée des blindés du sinistre colonel Dlimi, occupant une partie des postes espagnols évacués à la suite des accords tripartites de Madrid, l'empoisonnement des puits, la destruction du bétail, les premières confrontations d'envergure avec les guérilleros sahraouis, la fuite de la population sous les bombardements vers le désert algérien. Les batailles algéro-marocaines d'Amgala en janvier 1976 marquaient la fin d'une présence des troupes algériennes dans la Saguiet el hamra, qui a cependant aidé la guérilla à résister au coup de boutoir marocain et à se restructurer face au nouvel ennemi : les troupes maroco-mauritaniennes.

Le 28 février 1976, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) était proclamée au moment même où le gouvernement espagnol cessait officiellement d'administrer l'une des dernières colonies d'Afrique. "Pseudo république proclamée par l'Algérie" pour Hassan II, "complot des détracteurs de l'unité arabe et africaine" pour Ould Daddah : l'existence du nouvel Etat (aussi embryonnaire et artificiel soit-il) sanctionnait le début d'un nouveau rapport de forces diplomatique et militaire en faveur du Front Polisario. Le soutien dont bénéficiait la RASD de la part du Vietnam, de Cuba, et sa recon-

naissance par la Corée du Nord et quelques Etats africains et arabes, rendaient désormais plus difficiles les négociations de compromis qui auraient pu se mener sur le dos du peuple sahraoui et bloquer ainsi la dynamique révolutionnaire dans la région de l'occident arabe enclenchée par sa lutte. Une nouvelle page de la révolution socialiste arabe s'ouvre par l'existence de ce foyer révolutionnaire qui marque profondément le panorama politique et social du Maghreb.

## Peuple ou pas peuple?

Il aura fallu l'attaque du complexe minier de Zouérate en Mauritanie le 1er mai 1977 pour que la lutte menée par les Sahraouis soit portée sur le devant de la scène politique internationale. Cette "question" est pourtant depuis plusieurs années au centre des recompositions politiques tant au Maroc qu'en Mauritanie et en Algérie ; elle polarise l'attention des masses maghrébines et arabes et divise les travailleurs dans l'immigration. Autour d'elle, les régimes réactionnaires ont organisé des campagnes chauvines : "marche verte", expulsion de milliers de travailleurs.

La question nationale sahraouie a également ouvert une nouvelle fois la discussion sur la question nationale dans son ensemble, sur la balkanisation de la nation arabe, sur le "Maghreb des peuples"... et sur la preuve de leur existence. Les idéologues des partis de l'opposition légale au Maroc et en Mauritanie font assaut d'arguments prétendument théoriques pour mieux justifier leur union sacrée. Pour certains, le problème du peuple Sahraoui est réduit à sa plus simple expression : la population sahraouie est trop faible numériquement pour avoir droit à l'appellation contrôlée de peuple ; le problème est uniquement de rattacher un territoire désertique (économiquement important) au Maroc qui est "tout à la fois proche et densément peuplé, lui seul ayant le magnétisme nécessaire pour retenir ce territoire dans son sein".

La lutte armée est devenue une dure réalité pour les idéologues officiels. Les meilleurs arguments tombent et certains d'entre eux essaient de "dépasser" l'idée classiquement développée des "Algériens, Cubains ou Vietnamiens déguisés en Sahraouis"... pour mieux traiter les combattants du Polisario de mercenaires. Pour quelqu'un comme Laroui, par exemple, "exprimer une ambition tribale, somme toute normale dans un milieu désertique, en termes de nationalisme sahraoui, est une imposture à laquelle nous ne sommes pas tenus de concourir".

Ou encore : "S'il existait une communauté homogène, consciente de sa spécificité, dans les limites territoriales de l'ancienne possession espagnole, elle se serait depuis longtemps imposée aussi bien aux occupants coloniaux qu'aux gouvernements des pays limitrophes. Ceci n'étant pas le cas, pourquoi veut-on que nous croyions à la génération spontanée d'un peuple-nation en l'espace de deux ans ?" Il n'y a pas si longtemps le peuple algérien ne se voyait-il pas gratifié de telles analyses ? Et tous ces messieurs d'argumenter sur le nouvel émirat fantoche de 60 000 Sahraouis (chiffre espagnol), au service de "quelques intérêts privés", alors que 16 millions de Marocains ont de leur côté besoin des gisements de phosphates sahraouis. En bons défenseurs de l'ordre social bourgeois, ils placent au second plan toute analyse sur la nature du mode de production la pénétration impérialiste, le caractère très concrètement néocolonial de l'Etat marocain.

La négation de l'identité sahraouie qui permet au Maroc de justifier l'annexion, est même reprise par une partie de l'extrême-gauche marocaine (particulièrement "23 mars extérieur" : "Il faut reconnaître le fait historique que la population du Sahara constitue une partie intégrante du peuple marocain" et que les Sahraouis ne doivent pas être les jouets "des manœuvres scissionnistes du Front Polisario dont la direction est mue uniquement par le rêve de se trouver à la tête d'un émirat au Sahara, au détriment de la volonté du peuple marocain et y compris des masses du Sahara"... Et d'ignorer superbement le cours réel des luttes en ajoutant : "C'est à l'ensemble du peuple marocain (y compris les Sahraouis) qu'incombe la responsabilité de détruire la stratégie néocoloniale et ce dans le cadre d'une lutte générale pour un pouvoir démocratique."

Quant au reste de l'extrême-gauche marocaine qui milite courageusement à contre-courant pour le retrait des troupes marocaines du Sahara et le droit à l'autodétermination, il s'y trouve des militants pour continuer à s'enfermer dans un débat sans fin sur la qualification de peuple ou de masses à propos des Sahraouis. Ils mettent de côté l'essentiel : la dialectique de la dynamique actuelle d'une lutte qui, comme la résistance, les maquis du Dhofar, s'inscrivent dans le cadre du développement inégal et combiné de la révolution socialiste arabe. Enfermés dans la logique formelle de leurs discours, ils ne veulent pas voir que la preuve que le peuple sahraoui est bien un peuple ne peut être une démonstration mathématique et que seul le cours concret de la lutte des classes et son analyse marxiste peuvent nous y aider. Il s'est forgé une conscience nationale arabe sahraouie (n'en déplaise à M. Laroui), qui s'est renforcée par l'agression marocaine et qui pose en ces termes que "la véritable unité de demain passe désormais par la séparation aujourd'hui" (Lénine). Cette conscience arabe sahraouie qui existait en filigrane dans les luttes passées menées par une formation sociale régie alors par le tribalisme, s'est imposée comme conscience nationale ces dernières années au cours de la lutte contre les troupes espagnoles, puis maroco-mauritaniennes, puissant levier unificateur face à l'impérialisme et à ses relais dans la région.

## Une longue tradition de lutte

L'histoire sahraouie est étroitement liée à celle du monde arabe et plus particulièrement à celle du Maghreb occiden-

tal, que ce soit à travers l'extension de l'influence musulmane le contrôle des routes commerciales, les tentatives d'unification politique et économique de la région. Les luttes contre la présence espagnole sur la côte au XVIe siècle, après les occupations de Ceuta, Melilla, Agadir, mobilisaient déjà les tribus. Mais c'est avant tout dans la longue lutte contre le colonialisme espagnol et français à la fin du XIXe siècle que s'opère la jonction avec les autres peuples maghrébins jusqu'à l'indépendance du Maroc, de l'Algérie et de la Mauritanie. L'interaction des fronts de lutte anticolonialiste s'est faite cependant avec des formations sociales présentant des traits spécifiques. L'histoire du peuple sahraoui est celle d'une population parlant le Hassania, proche de l'arabe pur, pratiquant l'islam se voulant proche des sources et qui véhicule une codification des rapports sociaux survivant au dépérissement relatif de la religion. Histoire d'une population nomadisant du fleuve Sénégal à la région du Draa, laissant l'agriculture à des groupes asservis (principalement au nord du fleuve Sénégal et dans les palmeraies) dont la vie politique était régie par les alliances intertribales (culminant dans l'organisation des Aft Arbein-conseil des 40 qui regroupait les populations du Sahara occidental) et les liens d'allégeance ou d'alliance fluctuants conclus tant avec le Maghzen qu'avec les émirs mauritaniens.

Se référant à une vision figée de l'histoire de ces traités d'alliances, à une "marocanité" atemporelle, le régime alaouite tente d'effacer l'histoire vivante d'un peuple et joue sur la fibre sensible de la réunification d'une région balkanisée pour mieux étouffer une lutte anti-impérialiste.

Et pourtant, parmi les nombreux traités sortis des bibliothèques pour étayer ses thèses, Hassan II a oublié ce traité de paix et de commerce signé entre l'empereur du Maroc et les autorités espagnoles le 25 mai 1767 : "Sa Majesté impériale s'abstient de délibérer au sujet de l'établissement que Sa Majesté catholique veut former au sud de la rivière Nun, car elle ne peut se rendre responsable des accidents et des malheurs qui pourraient se produire, vu que sa souveraineté ne s'étend pas jusque-là et que les peuplades vagabondes et féroces habitant ce pays ont toujours causé des dommages aux gens des Canaries et les ont même réduits en captivité."

Les partis d'opposition marocains refusent de comprendre quelles sont les conséquences actuelles (concrétisées par le conflit au Sahara) du développement inégal des luttes anti-impérialistes dans la région, dans les conditions spécifiques de la colonisation, ainsi que par la politique des directions bourgeoises et petites bourgeoises des mouvements de libération.

## Un peu d'histoire

Il n'est pas possible de raconter en quelques lignes l'histoire du peuple sahraoui des dernières décennies, mais seulement d'en dégager quelques traits essentiels.

A la fin du XIXe siècle, la France, installée en Algérie et au Sénégal, voulait se tailler un vaste empire couvrant l'Afrique du Nord, de l'Ouest et l'Afrique centrale. Au moment où le Maroc était l'objet de convoitises impérialistes, la

## SAHARA OCCIDENTAL

France se lança à la conquête d'une grande partie des régions sahariennes connues aujourd'hui sous le nom de Mauritanie (visant particulièrement la région des salines d'Idjil, relais caravanier important). La résistance armée à cette pénétration fut vive et le Sahara occidental où l'Espagne ne réussissait pas à établir des positions militaires stables, sert de base arrière à la coalition de la plupart des tribus de Mauritanie, du Wadi Dahab (Rio de Oro), et de la région du Saguïet el Hamra. L'un des chefs les plus prestigieux de cette coalition, Cheikh El Aïnin, propose en 1905 au Maghzen de cautionner un soulèvement général, de proclamer la Guerre sainte contre l'envahisseur. Le Sultan alors acoquiné à l'impérialisme refusa toute aide. El Aïnin, suivant l'exemple des Almoravides se retourna contre le monarque et prit Marakech. Les guerriers sahraouis furent arrêtés dans leur marche vers Fès en 1910 par une armée française déjà solidement installée au Maroc (le protectorat ne sera signé qu'en 1912). Contrôlant le Maroc, la France intensifie ses attaques contre la Mauritanie et se venge en détruisant la ville de Smara et sa prestigieuse bibliothèque.

Les combats continueront jusqu'en 1936 au travers d'une unité inter-tribale réelle : El Hiba, le fils d'El Aïnin, se servant de l'Islam comme levain, tentait de reconquérir le Maroc. Résistance militaire, la reconquête se voulait révolution politique et culturelle : El Hiba annonçait aux peuples de la région le règne de la justice, la fin des exactions des caïds du Maghzen et l'expulsion des "chrétiens". En 1934, la France, gênée dans ses efforts de pacification en Mauritanie, prenait la direction des opérations de répression et imposait à l'Espagne une coopération militaire pour faire taire la résistance au nord de la Mauritanie et au "Sahara espagnol".

Après la Deuxième Guerre mondiale, à l'heure de la montée des luttes anticoloniales dans le monde arabe, les Sahraouis s'intégraient à la lutte armée au Maghreb et voulaient la mener jusqu'à la libération totale du Maghreb. Une grande partie du "Sahara espagnol" était ainsi libérée. Mais le gouvernement du Maroc nouvellement indépendant, avec la bénédiction du parti de l'Istiqlal, essayait très vite d'intégrer une partie de l'Armée de libération nationale (ALN) au sein de sa nouvelle armée et avalisait les opérations militaires hispano-françaises baptisées "Plan Ecouvillon" entreprises en 1958 pour écraser ce front de lutte anti-impérialiste. L'établissement d'Etats indépendants dans tout le Maghreb a objectivement contribué à isoler de leur contexte maghrébin les luttes sahraouies.

### La renaissance du mouvement anticolonialiste

Il faudra attendre l'année 1967 pour voir renaître l'esprit de résistance dans un contexte très différent de celui des années 50. Cet esprit est marqué par la résistance palestinienne et les luttes du Golfe, par les luttes au Maroc et en Mauritanie (comme celle des mineurs de Zouérate en 1968). Il se nourrit de la lutte victorieuse des peuples indochinois. Le renouveau de la résistance sahraouie est le produit de la nouvelle situation économique au Sahara occidental aux importantes conséquences sociales et économiques :

- Economiquement, l'intérêt de la zone de pêche au large des côtes sahraouies, mises sous la coupe des conserveries européennes, tend à s'effacer derrière les découvertes récentes de richesses minières et pétrolières. Des gisements de fer et d'uranium sont mis en évidence ; la CGG aurait découvert du pétrole dans la région de Smara. A cette époque, A. Serfaty, militant révolutionnaire actuellement emprisonné à la suite du procès de Casablanca, faisait état de son côté dans la revue progressiste "Souffles" de ce qu'il savait en tant qu'ingénieur que des gisements potentiels de pétrole auraient été découverts au Maroc et "gelés" par les pétroliers américains ; ces gisements se prolongent à l'intérieur du Sahara occidental. En ce qui concerne l'importance du pétrole au Sahara occidental, Abraham Serfaty était en mesure d'affirmer en 1973 la chose suivante : "Pour importante que soit en valeur absolue la découverte (de pétrole - NDTR) de Tarfaya, la zone couverte par le territoire sous autorité marocaine ne représente qu'une faible partie de l'ensemble de ce bassin. L'essentiel du bassin se situe en territoire du Sahara occidental sous domination espagnole. Si l'on en juge par les résultats acquis à Tarfaya, ce bassin peut devenir une des principales zones productrices de pétrole à l'échelle mondiale".

"Nous voyons combien la question du pétrole sahraoui peut faire baver d'envie les trusts impérialistes. Le 5 juillet 1977, des accords de recherche et d'exploitation pétrolières sur les côtes du Sahara étaient signés à Rabat entre le Bureau marocain de recherches et de participations minières et des compagnies internationales. Le premier accord était signé avec la "Philipps Petroleum" et la "British Petroleum" et portait sur sept permis de recherche. Il couvre une superficie de 35 000 km<sup>2</sup> au large de Boujdour. Une seconde convention concernant la côte atlantique au large d'Essaouira était conclue le même jour entre le BRPM et trois trusts internationaux : "Philipps Petroleum", "Getty Oil" et "AGIP". Un gisement de pétrole et de gaz a été découvert en 1975 dans cette région. Cet accord complétait celui déjà signé en 1967 avec le même groupe de sociétés pétrolières et intéressait les permis du Cap Sim et du Cap Tafelney."

Mais la découverte majeure est celle des phosphates : Bou Craa est l'un des plus riches gisements du monde. Il était prévu (!) qu'il produirait 10 MT en 1980. L'extraction se fait à ciel ouvert. Le phosphate sahraoui présente le double avantage d'être un minerai riche (32%), facile à exporter vers l'océan Atlantique. Une société, la "fosfatos de Bu Craa" est créée en 1969 par les Espagnols en collaboration avec un groupement financier français où l'on retrouve Paribas (imbriquée dans le secteur des engrais en France), la banque Rothschild, le Crédit Lyonnais. L'essentiel du matériel d'exploitation, très automatisés, est acheté aux USA ; le tapis roulant qui peut transporter 2 000 T/h de minerai à El Ayoun est construit par le trust Krupp. Les investissements ont été de 200 millions de dollars... En outre, un complexe de production de phosphates est construit à Huelva, qui aurait dû être alimenté par les gisements sahraouis.

- Parallèlement au développement des potentialités économiques, la forme de domination coloniale a évolué rapidement. Alors que la présence administrative et militaire était

faible jusque-là à partir du début des années 60, le Sahara devient une province espagnole, avec ses spécificités coloniales. Un nouveau système administratif est mis en place pour quadriller les populations nomades et sédentarisées, dont la structure de base est constituée par les "municipalités", les "entités locales de base" et les "fractions nomades" (qui ne se confondent pas avec les tribus). Un conseil provincial coiffe l'administration locale et la province est représentée au Cortès. Sont également nés les conseils municipaux, des assemblées locales, et la Djemaa pour les fractions nomades. Pour le régime franquiste, il s'agissait de faire émerger une génération de notables "collaborateurs". Fin 1966, 800 notables signent un mémoire pour l'ONU en faveur de la colonisation... En 1967, une "Assemblée générale du Sahara" est constituée, où se retrouvent les instances dirigeantes des tribus et fractions.

Limitée territorialement au seul Sahara "espagnol", contrôlée par le colonisateur, cette instance artificielle n'a plus rien à voir avec l'organisation coutumière des fractions et tribus avec leurs assemblées et leurs chefs. Cette assemblée sera remplacée en 1973 par une nouvelle Djemaa, accentuant l'éclatement du mode d'organisation sociale traditionnel. Cette assemblée reconnaît que "la coexistence séculaire avec le peuple espagnol est depuis l'origine entièrement volontaire". Cette restructuration administrative préparatoire à une relève coloniale s'accompagne de l'installation d'une armée d'occupation de plus en plus importante, atteignant 70 000 hommes et intégrant plusieurs milliers de Sahraouis qui rejoindront pour beaucoup les rangs du Polisario au moment de l'invasion marocaine.

Le nouvel Etat colonial est l'instrument d'un bouleversement rapide de la formation sociale sahraouie. Le gonflement des villes va de pair avec une sédentarisation au nom d'impératifs de sécurité, mais aussi comme conséquence de l'exploitation minière et de la croissance de la présence espagnole (l'administration). Le prolétariat minier sahraoui est numériquement faible, mais un semi-prolétariat et un secteur d'employés administratifs sans qualification se développent. Ils constitue la base des luttes urbaines où interviennent massivement la jeunesse et les femmes. L'un des aspects originaux de ces luttes tient au maintien de puissantes racines de la population urbanisée au sein d'une paysannerie nomade numériquement majoritaire. Par ailleurs, en quelques années, des dizaines de milliers de Sahraouis ont été expulsés vers des pays limitrophes et sont maintenant un enjeu politico-militaire entre les Etats réactionnaires et le Front Polisario.

C'est dans ce contexte que surviennent les émeutes d'El Ayoun en 1970 qui firent plusieurs dizaines de morts. En mars 1972, on comptait huit morts dans les manifestations à Villa Cisneros et El Ayoun. D'importantes manifestations se déroulèrent aussi à Tan Tan (sud marocain) en 1972 contre la présence espagnole qui furent durement réprimées par le régime marocain. Au cours de ces manifestations, une trentaine de militants sahraouis furent pris et torturés, dont certains seront quelques mois plus tard à la direction du Front Polisario. (Tel El Quali, le secrétaire général du Front, mort au combat lors

de l'attaque contre Nouakchott en 1975). Ces manifestations marquent un tournant important dans la mobilisation anticolonialiste de dizaines de milliers de Sahraouis semi sédentarisés dans la région Agadir-Tan Tan-Tarfaya.

A travers ces manifestations et ces coups de main, un nouveau mouvement révolutionnaire anticolonialiste se développe, s'appuyant sur les dizaines d'années de lutte contre l'impérialisme dans cette partie du Maghreb, et dans laquelle se reconnaissent des centaines de milliers de Sahraouis au-delà des frontières héritées du colonialisme.

Après la tenue de son congrès constitutif, le 10 mai 1973, le Polisario se développe rapidement, dès le 20 mai de la même année, date du déclenchement "officiel" de la lutte armée. Il regroupe au Sahara "espagnol", mais aussi au Sud marocain et en Mauritanie, principalement des petites gens des villes (ouvriers, employés, petits commerçants), des propriétaires de troupeaux, mais aussi des étudiants (dont certains ont fui la répression) et qui reviennent après quelque temps passé dans les lycées de la région ou les universités marocaines et espagnoles, où ils ont côtoyé les mouvements révolutionnaires. A partir de 1973, face au projet d'autodétermination à la mode espagnole, les attaques se développent. Des groupes de guérilleros opèrent dans la région de l'Ouargziz et dans le nord du Saguiet el Hamra, dès la fin de 1974, poursuivis par les troupes marocaines et espagnoles. Deux opérations importantes sont effectuées dans les régions de Jdiria et Tifariti. Des attaques de postes militaires et des installations minières se développent jusqu'en 75; des liens avec les supplétifs sahraouis de l'armée espagnole sont tissés. Dans les villes en état de siège, les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans l'agitation. Les manifestations organisées par le Front Polisario en 1975 lors du passage d'une mission de l'ONU, malgré le quadrillage policier d'El Ayoun, reflètent l'ampleur du mouvement anticolonialiste.

## L'union sacrée

Les deux tentatives de coup d'Etat et la participation d'Oufkir à un attentat contre le roi du Maroc révèlent à la fois la fragilité de la monarchie et la preuve que les USA étaient prêts à envisager l'installation d'un autre régime, plus apte à garantir leurs intérêts au Maroc. Pour être crédible, et donc soutenu par l'impérialisme, le régime alaouite a dû résorber la crise politique qu'il traversait. Ebranlé par une vague de luttes depuis 1969, parvenant difficilement à juguler les grèves dans les usines et les mines (Khourigba) à l'aide d'une répression féroce; répondant à la combativité de la jeunesse par les enlèvements en pleine rue, la torture et la dissolution de l'Union nationale des étudiants marocains; bloquant les fonctionnements des partis d'opposition et les marginalisant sur la scène politique; exécutant les participants à l'embryon de lutte armée de 1973. Hassan a amorcé une tentative de replâtrage en menant la campagne de "marocanisation des terres et des affaires" en 1973, mais les résultats sont restés peu concluants: il n'est pas arrivé à élargir l'assise sociale du régime.

L'opération Sahara s'est révélée conjonctuellement beaucoup plus rentable pour le roi. En brisant son isolement au travers de la mobilisation chauvine des masses sur cette région (tout en "omettant" de tenir le même langage sur les villes "espagnoles" du nord), le régime a acquis la crédibilité nécessaire aux yeux de l'impérialisme. Ceci a été grandement facilité par le jeu des partis de l'opposition. Le consentement de l'Istiqlal, porte-parole d'une fraction de la grande bourgeoisie, à la politique d'annexion n'étonne pas. Ses thèses sur l'établissement d'un "Grand Maroc", de la Méditerranée au fleuve Sénégal, en passant par une partie de l'Algérie, sont connues. L'opportunisme des directions de l'Union socialiste des forces populaires et du PPS (PC marocain) (1) a été un triste spectacle. Il était affligeant de voir ces vieux militants emprisonnés bien des fois par le régime, jouer aux commis voyageurs pour le compte du trône : Ali Yata allait en URSS, Bouabid en Chine. Ils acceptaient des ministères, assuraient le succès de la marche verte, alors que Benjelloun (leader de l'USFP) était assassiné en décembre 1975 à Casablanca. Au-delà du maintien de leurs revendications démocratiques, ces partis avalisent avant tout aux yeux des travailleurs et des paysans les proclamations pseudo-anti-impérialistes de Hassan. Ils portent une lourde responsabilité dans les difficultés rencontrées sur le chemin de la fusion nécessaire des luttes dans la région. A l'image de tant de mouvements petits-bourgeois dans l'histoire récente du monde arabe, ils participent aujourd'hui directement à l'étouffement des aspirations révolutionnaires et unitaires d'une grande partie du peuple marocain au nom d'une unité annexionniste très concrètement néocoloniale.

En Mauritanie, une situation analogue à celle du Maroc s'est développée. Le parti des Kadihines, issu du Mouvement national démocratique qui avait acquis une influence importante au travers des luttes de la fin des années 60, s'est fondu dans le régime du président de la Mauritanie, Ould Daddah. A partir de la nationalisation de la MIFERMA et de la révision des accords avec la France par le régime, la majorité du Parti des Kadihines cassait les liens tissés auparavant avec les révolutionnaires au Sahara occidental. Les militants restés fidèles au soutien du Front Polisario et critiquant le régime néocolonial rénové étaient pourchassés, dénoncés par leurs anciens camarades. Ils se réorganisaient difficilement.

Dans ce nouveau contexte politique, l'impérialisme français disposait ainsi d'un point d'appui dans le nord-ouest de l'Afrique, important pour l'ensemble de sa stratégie africaine, comme l'a montré l'affaire du Zaïre. Dans la période à venir, le régime de Giscard accentuera son aide militaire multiforme (armement, conseillers techniques civils et militaires), au nom des grands principes de "l'Afrique aux Africains". Mais cette aide, indirectement, contribue aussi à l'équipement des guérilleros sahraouis !

### L'intervention maroco-mauritanienne

L'invasion marocaine à laquelle s'est joint le régime mauritanien mettait devant le fait accompli l'ONU (dont les résolutions traînaient en longueur), ainsi que les puissances impérialistes directement intéressées qui oscillaient entre deux projets de solution néocoloniales. La diplomatie américaine relativement paralysée par les élections présidentielles, laissait le Pentagone prioriser avant tout la sécurité des installations militaires des îles Canaries (situées à quelques minutes d'avion des côtes du Sahara occidental) et pièce importante dans la stratégie agressive des USA, alors que la situation dans les colonies portugaises évoluait très rapidement.

Les secteurs de la bourgeoisie française les plus liés "traditionnellement au néocolonialisme maghrébin (surtout le Maroc) et africain, intéressés par l'exploitation du Sahara, penchaient pour un contrôle direct de l'Etat marocain dans cette région et secondairement, de la Mauritanie. Ils étaient suivis par une fraction de la bourgeoisie espagnole avec laquelle les intérêts économiques et politiques se recoupaient. Le plan français avait pour avantage de marginaliser le régime algérien. Une deuxième fraction de la bourgeoisie en Espagne (les phalangistes) avait fait le choix de faire accéder le pays à une indépendance formelle à travers le nouveau système administratif et la création de partis à sa solde, tel le Parti de l'Union nationale sahraouie. Cette fraction était attachée aux échanges économiques s'effectuant avec un certain nombre de pays arabes comme l'Algérie.

L'intervention marocaine faisait suite à une offensive diplomatique menée depuis 1973, rompant avec le projet de partage économique tacitement prévu en 1970 à Nouakchott et Nouadibou entre l'Algérie, le Maroc et une Mauritanie dont l'existence venait d'être tout juste reconnue par Hassan. Dès octobre 74, avec la bénédiction des gouvernements français et américain, un nouvel accord secret était établi où la Mauritanie se voyait attribuer le Rio del Oro, laissant au Maroc le Saguiet el Hamra, Hassan faisant miroiter le projet d'exploitation commune des ressources minières... La politique d'union nationale ayant porté ses fruits, le régime marocain consolidé et poussé par la France, pouvait prétendre à un rôle de gendarme crédible pour assurer la relève d'un régime franquiste en crise.

### NOTE

1) Pour le PPS qui n'a plus de véritable base sociale, le Polisario "n'est aucunement une organisation anti-impérialiste, mais un ramassis d'individus sans patriotisme, ni dignité" ("Al Bayane", 17.10.75). Ce parti dont le secrétaire général a été propulsé à l'Assemblée en juin 77 avec l'aide du régime, avallise la répression au Maroc, quand il n'y appelle pas, contre les révolutionnaires qualifiés d' "antipatriotes".